
SECRETARIAT A L'HARMONISATION DE L'AIDE



Rapport sur le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme (CRMT)

**Analyse des décaissements 2016 et des prévisions
de décaissement d'aides publiques au développement
sur la période 2017 -2020**

Août 2018

Table des matières

Liste des acronymes	4
Avant-propos	5
Introduction.....	6
Chapitre 1 : Méthodologie et champ du CRMT	7
Chapitre 2 : Analyse par instrument de l'aide sur la période 2016-2020.....	9
2.1 Analyse des décaissements par instrument en 2016	9
2.1.1 Appui budgétaire général	9
2.1.2 Appui budgétaire sectoriel	9
2.1.3 Appui budgétaire décentralisé.....	10
2.1.4 Appui projet dans le budget d'Etat	10
2.1.5 Appui projet hors budget d'Etat.....	10
2.2 Analyse des prévisions d'aide par instrument de 2017-2020	11
2.2.1 Appui budgétaire général	11
2.2.2 Appui budgétaire sectoriel.....	12
2.2.3 Appui budgétaire décentralisé.....	12
2.2.4 Appui projet inscrit au Budget de l'Etat	13
2.2.5 Appui projet non inscrit au Budget de l'Etat.....	13
Chapitre 3 : Analyse par nature du financement sur la période 2016-2020.....	14
3.1 Décaissements par nature du financement en 2016.....	14
3.2 Prévisions de décaissements par nature de financement de 2017 à 2020	15
Chapitre 4 : Analyse par secteur du CREDD.....	16
4.1 Analyse des décaissements d'aide en 2016 par secteur du CREDD.....	16
4.2 Analyse des prévisions de décaissement 2017-2020 par secteur du CREDD	19
Chapitre 5 : Analyse par catégorie de PTF	21
5.1 Décaissements en 2016.....	21
5.1.1 Analyse entre PTF bilatéraux et PTF multilatéraux.....	21
5.1.2 Analyse entre PTF traditionnels et PTF non traditionnels	22
5.1.3 Analyse par groupe de PTF	22
5.2 Prévisions de décaissement par type de PTF sur la période 2017-2020.....	25
5.2.1 Analyse par PTF bilatéraux et PTF multilatéraux	25
5.2.2 PTF traditionnels et PTF non traditionnels	26
5.2.3 Analyse par catégories de PTF	26
Chapitre 6 : Positionnement des PTF par secteur	30
Chapitre 7 : Etat de mise en œuvre des recommandations de l'exercice Précédent.....	34
Conclusions	36
Recommandations.....	38
ANNEXES.....	39
Annexe I : Décaissements 2016 et prévisions par PTF entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA).....	40
Annexe II : Décaissements 2016 et prévisions par secteur entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA).....	41
Annexe III : Taux de décaissement par secteur en 2016.....	43
Annexe IV : Montant de l'aide par secteurs et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)	45
Annexe V : Taux de réalisation par PTF et groupe de PTF en 2016.....	52
Annexe VI : Montant de l'aide par nature et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)	53
Annexe VII : Montant de l'aide par instruments et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)	54
Annexe VIII : Montant de l'aide par PTF et par instrument entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA).....	56
Annexe IX : Concentration de l'aide par secteur en 2016.....	59
Annexe X : Concentration des PTF par secteur en 2016	61
Annexe XI : Principales réalisations physiques en 2016.....	62

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des décaissements 2016 de l'aide projet dans le Budget d'Etat par catégorie de PTF	10
Tableau 2 : Répartition des décaissements 2016 de l'aide projet hors budget d'Etat par catégorie de PTF	10
Tableau 3 : Volume global des prévisions d'aides entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA)	11
Tableau 4 : Evolution des prévisions d'aides par instrument entre 2017 et 2020	11
Tableau 5 : Aide budgétaire générale 2017-2020 par nature du financement (en Mrds de FCFA)	12
Tableau 6 : Evolution des prévisions d'aide budgétaire générale (en Mrds de FCFA)	12
Tableau 7 : Evolution des prévisions d'ABS (en Mrds de FCFA)	12
Tableau 8 : Evolution des prévisions d'ABSD (en Mrds de FCFA)	13
Tableau 9 : Evolution des prévisions d'aide projet inscrit au budget d'Etat (en Mrds de FCFA)	13
Tableau 10 : Evolution des prévisions d'aide projet non inscrit au budget d'Etat (en Mrds de FCFA)	13
Tableau 11 : Répartition des décaissements d'aide par nature (en Mrds de FCFA)	14
Tableau 12 : Répartition des décaissements d'aide par nature et par catégorie de PTF en 2016 (en Mrds de FCFA et en %)	14
Tableau 13 : Evolution des prévisions d'aide par nature et part catégories de PTF (en Mrds de FCFA et en %).	15
Tableau 14 : ventilation des décaissements d'APD en 2016 par secteurs.....	17
Tableau 15 : Ventilation des prévisions d'APD par objectifs spécifiques du CREDD (en Mrds de FCFA)	19
Tableau 16 : Proportions des décaissements entre PTF bilatéraux et PTF multilatéraux (en %).....	21
Tableau 17 : Evolution des décaissements et contribution par groupe de PTF (en Mrds de FCFA et en %)	23
Tableau 18 : Répartition des décaissements entre les 7 secteurs prioritaires	24
Tableau 19 : Evolution des prévisions de PTF bilatéraux et des PTF multilatéraux entre 2017 et 2020	26
Tableau 20 : Répartition des prévisions d'aide par catégorie de PTF entre 2017 et 2020	27
Tableau 21 : Evolution des prévisions d'aide des banques de développement (en Mrds de FCFA et en %).....	28
Tableau 22 : Evolution de la prévision de l'APD des autres coopérations hors OCDE (en Mrds de FCFA et en %)	29
Tableau 23 : Prévisions de décaissement par les Autres PTF dont émergents entre 2017 et 2020	29
Tableau 24 : Nombre des PTF qui interviennent dans 5 domaines ou plus en 2016	30
Tableau 25 : Ventilation des PTF actifs par objectif du CREDD en 2016	32

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition des décaissements par instrument en 2016.....	9
Graphique 2 : Répartition des secteurs aux services sociaux de base	16
Graphique 3 : Répartition des décaissements entre PTF Traditionnels et PTF non traditionnels	22
Graphique 4 : Comparaison du taux de décaissement entre groupe de PTF en 2016	25
Graphique 5 : Répartition des prévisions globales d'aide entre PTF traditionnels et PTF non traditionnels	26
Graphique 6 : Part relative des Pays de l'UE et Etats membres dans le décaissement 2016	27

Liste des acronymes

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ABSD	Appui Budgétaire Sectoriel Décentralisé
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide Publique au Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BID	Banque Islamique de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CRMT	Cadre de Ressources externes à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CT CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DGB	Direction Générale du Budget
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FKD	Fonds koweïtien de Développement
FSD	Fonds Saoudien de Développement
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IATI	Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide
KFW	Banque Allemande de Développement
Mrds	Milliards
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA	Organisation des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OS	Objectif Spécifique
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PPP	Partenariat Public Privé
SCAP	Stratégie Commune d'Accompagnement Pays
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Programme Triennal d'Investissement
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide
SNU	Système des Nations Unies
SSB	Services Sociaux de Base
UE	Union Européenne
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNMAS	Service d'Action des Nations Unies contre les Mines

Avant-propos

Le Cadre de Ressources externes à Moyen Terme a pour objet d'améliorer la prévisibilité de l'aide accordée au Mali par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). La disponibilité de l'information fiable et exhaustive sur les données de l'aide publique au développement ainsi que la redevabilité figurent en bonne place dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et du Partenariat mondial de Busan pour une coopération efficace au service du Développement.

Le CRMT est un outil important pour non seulement améliorer la transparence dans le processus de livraison de l'aide au développement et valoriser les efforts des PTF auprès des populations bénéficiaires, mais aussi il pourrait être un outil essentiel d'aide à la décision. En effet, il pourrait permettre de mieux répondre au questionnement "qui fait quoi ? Où ? Avec quoi ?" pour l'ensemble des acteurs du développement. J'invite par conséquent tous les acteurs impliqués à une plus grande synergie afin d'améliorer ce mécanisme d'élaboration du CRMT. Je veillerais pour ce faire, à l'accélération du chantier du Système intégré de gestion de l'aide publique (SIGAP), actuellement en cours avec l'appui financier de la coopération allemande à travers le PNUD.

Le présent rapport a été réalisé dans un contexte sécuritaire difficile mais avec une présence et un accompagnement conséquents des PTF. Je profite de l'occasion pour renouveler mes vifs remerciements à l'ensemble des PTF pour cette étroite collaboration et l'engagement dont ils font preuve pour soutenir le Mali dans ses efforts de lutte contre la pauvreté.

Le présent rapport du CRMT fait le point des décaissements effectifs de l'aide publique au développement au titre de l'année 2016 ainsi que les décaissements prévus sur la période 2017-2020. En 2016, le montant total d'APD décaissé a été de 650,75 milliards de FCFA sur une prévision de 1 086,52 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 59,89%. Le volume décaissé était de 711,66 milliards de FCFA en 2015. L'enveloppe globale des prévisions d'aides sur la période 2017-2020 est estimée à 2 517,05 milliards de FCFA.

L'aide projet est l'instrument prédominant des PTF pour l'acheminement de leurs appuis. Cet instrument a représenté 82,17% des fonds décaissés en 2016. Près de 50% des appuis ont été mobilisés à travers le Budget d'Etat en 2016 contre 22,92% en 2015. Par conséquent, je voudrais inviter les PTF à s'inscrire plus dans le cadre des principes de la Déclaration de Paris et du Partenariat Mondial de Busan.

Par ailleurs, pour un soutien conséquent au processus de décentralisation et de régionalisation, j'exhorte les PTF à davantage utiliser les instruments comme d'appui budgétaire, dont celui sectoriel décentralisé (pratiqué seulement par la Suisse).

L'adoption prochaine de la Politique Nationale de la Gestion de l'Aide (PONAGA) et l'élaboration en cours d'un code de conduite pour la concertation des PTF devraient permettre d'améliorer substantiellement l'efficacité de l'aide publique au développement.

Je voudrais terminer en remerciant une fois de plus les PTF au nom du Gouvernement pour les appuis qu'ils ne cessent d'apporter au Mali dans sa quête permanente d'améliorer les conditions de vie des citoyens, en s'alignant sur les priorités définies dans son document d'orientation stratégique de référence (CREDD et post CREDD).

Dr Boubou CISSE
Officier de l'Ordre National

Introduction

1. L'année 2016 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Elle est la première année de la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) qui est le cadre unique de référence des politiques et des stratégies de développement du Mali. Elle est aussi la première année de mise en œuvre de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays phase II (SCAP II) qui est une réponse coordonnée des PTF pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement et assurer l'alignement de leurs appuis sur les priorités stratégiques à travers le CREDD.
2. Il faut aussi noter que 2016 constitue la première année de mise en œuvre des engagements de la Conférence internationale de haut niveau pour la relance économique et le développement du Mali, tenue à Paris le 22 octobre 2015.
3. Le CRMT est un outil important pour améliorer la transparence dans le processus de livraison de l'aide au développement et valoriser les efforts des PTF auprès des populations bénéficiaires, mais aussi un outil essentiel d'aide à la décision tant pour le Mali que pour ses amis. Le rapport du CRMT est régulièrement produit par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide en vue d'améliorer la prévisibilité de l'aide apportée au Mali par ses PTF et la mise à disposition d'informations fiables et exhaustives sur les données de l'aide publique au développement au Mali.
4. Le présent exercice, huitième du genre, fait le bilan des décaissements d'aide publique au développement en faveur du Mali au titre de l'année 2016 et les projections d'appuis des partenaires techniques et financiers sur le moyen terme (2017-2020) en vue de contribuer fortement au suivi du financement des actions de développement prioritaires définies dans le CREDD 2016-2018.
5. Le rapport décrit le processus d'élaboration du CRMT et le périmètre de l'APD (Chapitre 1), fait une analyse évolutive (décaissements pour l'année 2016 et prévisions sur la période 2017-2020) par instrument d'acheminement de l'aide (Chapitre 2), par nature du financement (don ou prêt - Chapitre 3). Les quatrième et cinquième chapitres sont respectivement consacrés aux analyses par objectifs spécifiques ou secteurs du CREDD et aux groupes ou catégories de PTF. Le dernier chapitre fait un focus sur la concentration ou le positionnement des PTF par secteur.

Chapitre 1 : Méthodologie et champ du CRMT

6. La méthodologie utilisée pour collecter et traiter les données lors du présent exercice a été la même que celle du CRMT 2017-2019. La collecte et l'analyse des données ont été réalisées par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide (SHA). Les étapes suivantes ont été suivies :
- Entre mai et juin 2017, il a été procédé au pré-renseignement des questionnaires par les données de l'aide passant par la loi de finances. Elle a consisté à croiser les données de la Direction Nationale de la Planification du Développement (données du BSI et du PTI) et celles des Cellules de Planification et de Statistique.
 - Le 10 Octobre 2017, envoi des questionnaires par une correspondance du Ministre de l'Economie et des Finances aux représentations locales des PTF. La date prévue pour les réponses des PTF était fixée au 30 octobre 2017. Il faut noter que la collecte a continué jusqu'en mars 2018, faute d'avoir une masse critique de données pour les analyses.
 - Avril-juin 2018 : traitement, analyse des données et rédaction du rapport.
7. Le questionnaire de collecte est resté le même que celui de 2015. Toutefois, la méthode de collecte a varié selon le type de PTF :
- pour les PTF traditionnels, le SHA a envoyé le questionnaire à leurs représentations locales et a appuyé celles-ci au besoin ;
 - pour les PTF émergents et traditionnels n'ayant pas une représentation locale à Bamako, les questionnaires ont été remplis par le SHA, à partir des données collectées auprès de la DNP.
8. Le présent exercice a vu la participation de quarante et un (41) PTF répartis comme suit :
- 19 PTF bilatéraux : Allemagne, Arabie Saoudite, Canada, Belgique, Chine, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fonds Koweïtien de Développement, France (AFD et SCAC), Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse ;
 - 22 PTF multilatéraux : Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA), Banque Européenne d'Investissement (BEI), Banque Islamique de Développement (BID), Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), Banque Mondiale (BM), Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), Organisation des Pays producteurs de Pétrole (OPEP), Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Fonds Monétaire International (FMI), Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes (ONU FEMMES), Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA (ONU SIDA) Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), délégation de l' Union Européenne (DUE), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Service d'Action des Nations Unies contre les Mines (UNMAS).

9. Le questionnaire de certains PTF comme la Norvège a été capitalisé pour leurs prévisions de décaissement. En effet, la Norvège n'a pas renseigné le questionnaire, ce qui explique des niveaux de décaissement nuls pour celui-ci. En revanche, d'autres PTF bien qu'ayant renseigné le questionnaire, n'ont pas décaissé en 2016. Il s'agit de : l'UNMAS, l'ONUSIDA et l'ONU-FEMMES. Certains partenaires traditionnels ayant de la représentation au Mali n'ont pas pris part au présent exercice. Il s'agit du Royaume Uni, de l'ONUDI et de l'OIM.
10. Les données financières incluses dans le Cadre des Ressources à Moyen Terme ont trait à l'aide publique au développement (APD). Selon l'OCDE, l'aide publique au développement doit :
- émaner d'organismes publics, y compris les Etats et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics ;
 - avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ;
 - être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 % (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent).

Ainsi, les aides militaires, bien que très importantes dans le contexte du Mali, ne sont pas incluses dans l'APD. Aussi, les annulations ou reconversions de dette ne doivent pas être incluses dans le champ de l'APD. Ces assainissements sont d'autant plus importants dans le périmètre de l'APD que le Mali a adhéré à l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IATI) en 2017.

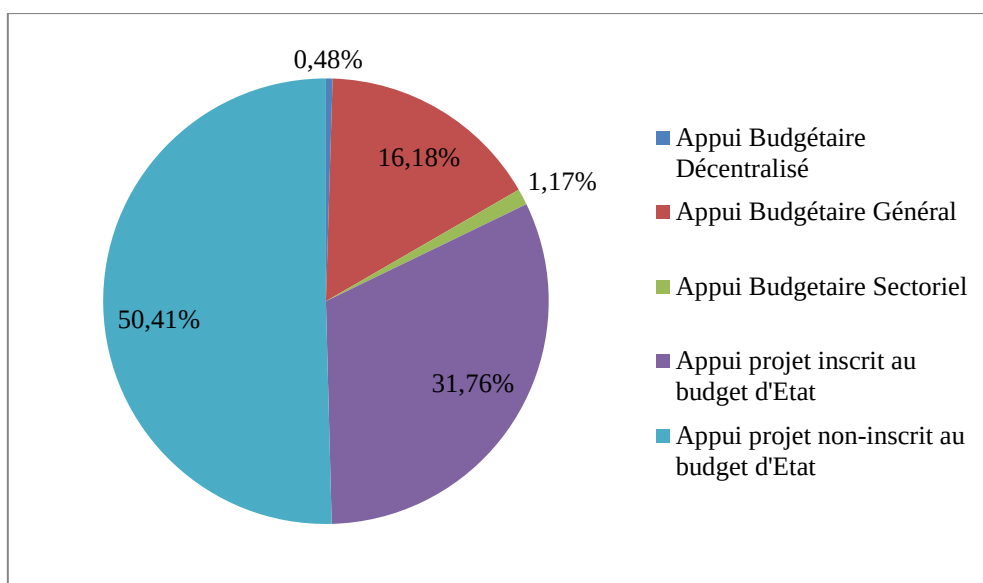
Chapitre 2 : Analyse par instrument de l'aide sur la période 2016-2020

2.1 Analyse des décaissements par instrument en 2016

11. En 2016, les partenaires techniques et financiers ont décaissé en faveur du Mali un montant de 650,75 milliards de FCFA sur une prévision de 1 086,52 milliards de F CFA (soit un taux de décaissement de 59,89%) contre 711,66 milliards de FCFA en 2015.

L'aide projet est toujours prédominante dans les fonds décaissés (82%). Près de 50% des appuis étaient inscrits dans le Budget d'Etat en 2016 contre 22,9% en 2015. La ventilation des décaissements par instrument est résumée dans le graphique suivant :

Graphique 1 : Répartition des décaissements par instrument en 2016



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.1.1 Appui budgétaire général

Les appuis budgétaires généraux ont été pratiqués en 2016 par quatre PTF (DUE, FMI, BAD, BM). L'ABG constitue la forme d'aide la plus alignée sur les procédures et systèmes nationaux de gestion des finances publiques, mais sa part devient de plus en plus minoritaire dans l'aide totale. Les appuis budgétaires servent à appuyer directement le Gouvernement dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement. Ces appuis sont généralement adossés à des mesures de réformes et de résultats dans divers secteurs qui font l'objet d'évaluation conjointe et servent de déclencheurs pour le versement effectif des montants consignés dans la Loi de Finances.

12. L'appui budgétaire général (ABG) a représenté 16,2% de l'aide totale en 2016. L'ABG a été mobilisé à hauteur de 105,26 milliards FCFA sur une prévision de 152,8 milliards, soit un taux de décaissement de 68,85% en 2016 contre un montant mobilisé de 144,9 milliards en 2015. Cette baisse s'explique par la non mobilisation de l'ABG de la BAD et de la Banque mondiale. En effet, la mise en œuvre des mesures liées à la mobilisation de ces deux partenaires n'a pas été effectuée à hauteur des attentes.

2.1.2 Appui budgétaire sectoriel

13. L'appui budgétaire sectoriel (ABS) a été de 7,64 milliards de FCFA soit 1,17% de l'aide totale en 2016. Il a été apporté par un seul partenaire, le Canada dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

2.1.3 Appui budgétaire décentralisé

14. Cet appui est lié aux dépenses des réformes de la décentralisation. Il est livré par la Suisse et s'élève à un montant de 3,13 milliards de FCFA en 2016 (soit 0,48%) contre 1,5 milliards de FCFA en 2015. Dans un contexte de diminution de l'ABG et de renforcement de la décentralisation, cet instrument peut être un palliatif en matière d'alignement des PTF sur les procédures et systèmes nationaux de gestion des finances publiques. Avec un taux de décaissement de 87%, il a été consacré essentiellement aux secteurs de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la décentralisation et de l'urbanisme et l'habitat.

2.1.4 Appui projet dans le budget d'Etat

Tableau 1 : Répartition des décaissements 2016 de l'aide projet dans le Budget d'Etat par catégorie de PTF

Catégorie	Décaissement 2016 (en Mrds de FCFA)
Autre Coopération bilatérale OCDE	9,81
Autres dont Emergents	8,63
Banque de Développement	148,29
Système des Nations-Unies	13,28
Union Européenne et Etats Membres	26,64
Total général	206,65

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

15. Le montant de l'aide fournie sous forme d'appui projet inscrit dans le Budget d'Etat a atteint 206,6 milliards de FCFA, soit 31,76% de l'aide totale contre 163 milliards de FCFA (23%) en 2015. Il est livré principalement par les Banques de développement à hauteur de 71,75%.

2.1.5 Appui projet hors budget d'Etat

Tableau 2 : Répartition des décaissements 2016 de l'aide projet hors budget d'Etat par catégorie de PTF

Catégorie	Décaissement 2016 (en Mrds de FCFA)
Autre Coopération bilatérale OCDE	144,38
Banque de Développement	7,21
Système des Nations-Unies	72,42
Union européenne et Etats Membres	104,06
Total général	328,07

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

16. L'appui projet hors Budget d'Etat est l'instrument le plus utilisé par les partenaires. La part de cet instrument équivaut à la moitié (50,4%) dans le total de l'aide. Le montant de cet appui a atteint 328 milliards de FCFA contre 383 milliards de FCFA en 2015. L'appui projet non-inscrit au Budget d'Etat est principalement pratiqué par l'Union Européenne et ses Etats Membres et par les autres coopérations bilatérales des pays membres de l'OCDE.

2.2 Analyse des prévisions d'aide par instrument de 2017-2020

17. L'enveloppe globale des prévisions d'aides sur la période 2017-2020 est estimée à 2 517,05 milliards de FCFA. On constate que les estimations sont assez approximatives à très court terme (n+1 à n+2) et elles sont assez aléatoires à terme, ce qui soulève la problématique de l'exhaustivité dans la prévisibilité des aides au Mali.

Tableau 3 : Volume global des prévisions d'aides entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA)

2017	2018	2019	2020	Total
963,64	872,48	497,03	183,9	2 517,05

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

18. En 2017, globalement l'apport des appuis budgétaires généraux et sectoriels (14,26%) devrait être plus faible qu'en 2016 (17,35%). La part de l'appui-projet inscrite au Budget d'Etat se situerait à 29,81% en 2017 contre 31,7% en 2016. Inversement, la proportion de l'appui projet non inscrit au budget de l'Etat atteindrait 55,48% en 2017 contre 50,41% en 2016.

Tableau 4 : Evolution des prévisions d'aides par instrument entre 2017 et 2020

Instruments	Prévisions (en Mrds de FCFA)				En %			
	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
ABSD	4,50	5,01	0,72	0,72	0,47	0,57	0,14	0,39
ABG	127,25	115,91	28,34	0	13,21	13,29	5,7	0
ABS	10,08	2,49	0	0	1,05	0,29	0	0
Appui projet au Budget d'Etat	287,22	283,55	193,41	86,66	29,81	32,50	38,91	47,12
Appui projet hors Budget d'Etat	534,59	465,51	274,56	96,52	55,48	53,35	55,24	52,49
Total général	963,64	872,48	497,03	183,90	100	100	100	100

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.2.1 Appui budgétaire général

19. L'aide budgétaire générale est acquise en grande majorité sous-forme de dons. La forte baisse constatée à partir de 2019 s'explique par le fait que la phase du programme d'appui budgétaire général de l'Union Européenne s'estompe en 2019. En 2017, quatre partenaires techniques et financiers préoyaient un appui sous forme d'ABG pour un montant de 127,25 milliards de FCFA, légèrement plus qu'en 2016 où ce montant atteignait 105,26 milliards de FCFA. Sur la période 2018-2019, le montant de l'appui budgétaire devrait chuter de 115,91 milliards à 28,34 milliards FCFA. En 2020, aucun PTF n'a fourni la prévision qu'il envisage sous forme d'ABG.

Tableau 5 : Aide budgétaire générale 2017-2020 par nature du financement (en Mrds de FCFA)

Nature	2017	2018	2019	2020
Don	74,25	63,06	28,34	0,00
Prêt	53,00	52,86	0,00	0,00
Total général	127,25	115,91	28,34	0,00
% de don	58	54	100	0
% de prêt	42	46	0	0

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Tableau 6 : Evolution des prévisions d'aide budgétaire générale (en Mrds de FCFA)

PTF	2017	2018	2019	2020
BAD	12,5	12,5	0,0	0,0
Banque Mondiale	22,0	22,0	0,0	0,0
Délégation de l'Union Européenne	61,7	28,5	28,3	0,0
FMI	31,0	52,9	0,0	0,0
Total général	127,3	115,9	28,3	0,0

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.2.2 Appui budgétaire sectoriel

20. Seul le Canada utilise cet instrument dans le secteur de l'éducation et celui de la santé sur la période 2017-2020. En 2017 le montant de l'ABS devrait atteindre les dix milliards et chutera jusqu'à environ 2,5 milliards en 2018 qui coïncide avec la fin du programme en cours.

Tableau 7 : Evolution des prévisions d'ABS (en Mrds de FCFA)

PTF	2017	2018	2019	2020
Canada	10,08	2,49	0	0
Total général	10,08	2,49	0	0

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.2.3 Appui budgétaire décentralisé

21. L'appui budgétaire décentralisé permet d'accompagner le processus de décentralisation en apportant un appui aux collectivités locales dans la mise en œuvre des politiques publiques locales. Seule la Suisse pratique, pour l'instant, cette forme d'appui principalement dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti et Tombouctou dans plusieurs secteurs: développement rural, éducation, urbanisme et habitat. Pour rappel, en 2016 un montant de 3,13 de milliards de FCFA a été mobilisé à travers cet instrument. Le montant serait de 4,5 milliards en 2017 pour atteindre 5,01 milliards de FCFA en 2018 et se situerait à 0,72 milliards de FCFA en 2019 et 2020.

Tableau 8 : Evolution des prévisions d'ABSD (en Mrds de FCFA)

PTF	2017	2018	2019	2020
Suisse	4,50	5,01	0,72	0,72
Total général	4,50	5,01	0,72	0,72

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.2.4 Appui projet inscrit au Budget de l'Etat

22. La part de l'aide sous forme d'appui projet inscrit au Budget d'Etat dans l'ensemble des appuis sur la période 2017-2020 augmenterait progressivement de 29,81% et 47,12%. Les Banques de développement utilisent principalement cet instrument qui constitue plus des 2/3 de leur appui au Mali. Au total une trentaine de partenaires techniques et financiers fournissent de l'aide via cet instrument.

Tableau 9 : Evolution des prévisions d'aide projet inscrit au budget d'Etat (en Mrds de FCFA)

Catégorie	2017	2018	2019	2020
Autre Coopération bilatérale OCDE	10,79	12,63	4,97	0,60
Autres dont PTF émergents	36,63	13,06	13,07	0,00
Banques de Développement	186,64	198,55	145,34	65,50
Système des Nations-Unies	15,95	12,23	9,33	3,30
Union Européenne et Etats Membres	37,19	47,09	20,71	17,26
Total général	287,22	283,55	193,41	86,66

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

2.2.5 Appui projet non inscrit au Budget de l'Etat

23. L'appui projet non-inscrit au budget d'Etat est l'instrument le plus utilisé par les PTF. La part de cet instrument devrait atteindre plus de la moitié du total (54,14%) sur la période 2017-2020. Financée très majoritairement à plus de 80% par des dons, l'aide qui transite par des appuis projets non-inscrits au Budget d'Etat est principalement le fait de l'Union Européenne et de ses Etats membres (46,25%) sur la période 2017-2020, suivis du Système des Nations-Unies avec 26,61% et des Autres coopérations bilatérales des pays membres de l'OCDE à hauteur de 18,75%.

Tableau 10 : Evolution des prévisions d'aide projet non inscrit au budget d'Etat (en Mrds de FCFA)

Catégories de PTF/Ans	2017	2018	2019	2020	Total	%
Autre Coopération bilatérale OCDE	100,8	71,36	75,28	9,69	257,13	18,75
Autres dont PTF émergents	35,76	0	0	0	35,76	2,61
Banques de Développement	67,67	7,24	4,31	0	79,22	5,78
Système des Nations-Unies	162,14	128,08	62,26	12,37	364,85	26,61
Union Européenne et Etats Membres	168,22	258,83	132,7	74,46	634,21	46,25
Total général	534,59	465,51	274,6	96,52	1371	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Chapitre 3 : Analyse par nature du financement sur la période 2016-2020

3.1 Décaissements par nature du financement en 2016

24. Au cours de ces trois dernières années, l'aide mobilisée par le Mali a été constituée principalement de dons. En effet les dons représentent les trois quarts de l'aide enregistrée, soit un montant de 474,9 milliards de FCFA (72,98%) en 2016, contre 175,8 milliards de FCFA (27,02%) de prêts. On constate une brusque augmentation des prêts de 2014 à 2015 (10,43 points). Ce constat est moins sévère entre 2015 et 2016 (2,15 points).

Tableau 11 : Répartition des décaissements d'aide par nature (en Mrds de FCFA)

Nature/Ans	2014	%	2015	%	2016	%
Dons	876,48	85,56	534,6	75,12	475,16	73,02
Prêts	147,93	14,44	177	24,87	175,98	27,98
Total	1024,41	100,00	711,7	100,00	650,7	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

25. Les trois principaux fournisseurs de dons au Mali sont l'UE et ses Etats membres, les autres coopérations bilatérales OCDE et le Système des Nations-Unies avec respectivement 35,83% ; 34,94% et 17,61% du total des dons.

Tableau 12 : Répartition des décaissements d'aide par nature et par catégorie de PTF en 2016 (en Mrds de FCFA et en %)

Nature/PTF	décaissé 2016	%
Dons	475,16	73,02
Union Européenne et Etats Membres	170,15	35,83
Autres Coopérations bilatérales OCDE	165,95	34,94
Système des Nations-Unies	83,63	17,61
Banques de Développement	56,19	11,83
Prêts	175,83	26,98
Banques de Développement	158,91	90,37
Autres dont PTF émergents	8,63	4,91
Union Européenne et Etats Membres	6,21	3,53
Système des Nations-Unies	2,077	1,18
Total général	650,75	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

26. Les Banques de développement sont les principaux créanciers avec 90,37% en 2016, suivis des autres PTF dont les émergents.

27. Les aides financières sous forme de dons ont été mobilisées à hauteur de 64,9% contre 49,55% de prêts en 2016. La faiblesse du taux de décaissement des financements sur prêt peut s'expliquer en partie par :

- la nature des travaux financés par lesdits prêts,
- la longueur des circuits d'approbations des projets financés sur prêt.

3.2 Prévisions de décaissements par nature de financement de 2017 à 2020

28. Les prévisions d'aide (2 517,05 milliards de FCFA) pour la période 2017-2020 indiquent un poids plus élevé de la part des dons dans le total de l'aide 68% contre 32% pour les emprunts. Les dons sont fournis essentiellement par l'UE et ses Etats membres avec 50% (environ 848 milliards de FCFA) suivis du Système des Nations-Unies avec 24% (402,47 milliards de FCFA) et des autres coopérations bilatérales OCDE avec 18 % soit près de 309,64 milliards de FCFA.

29. Sur la même période, les prêts représentent 32% (813,27 milliards de FCFA) de l'aide totale. Le financement de l'aide par les prêts a été surtout le fait des Banques de développement avec une part de 84% (684,48 milliards de FCFA) sur une prévision de 813,27 milliards de FCFA suivi de loin par les autres PTF émergents avec un montant de 98,52 milliards de FCFA soit 12%. La hausse de la part de l'aide octroyée sous forme d'emprunt de 32% en moyenne entre 2017 et 2020) contre 27% en 2016 se justifie par :

- une orientation de plus en plus du financement des PTF sur les actions de développement au détriment des urgences et des actions humanitaires ;
- une meilleure prévisibilité des prêts que celle des dons ;
- une augmentation du poids des banques de développement dans les prévisions d'aide.

Tableau 13 : Evolution des prévisions d'aide par nature et part catégories de PTF (en Mrds de FCFA et en %).

Nature/Groupe de PTF	2017	%	2018	%	2019	%	2020	%	Total	%
Dons	616,80	64	617,20	71	344,59	69	125,20	68	1703,48	68
Autres Coopérations bilatérales OCDE	126,41	20	91,49	15	80,97	23	11,01	9	309,64	18
Banque de Développement	55,02	9	71,59	12	10,28	3	6,81	5	143,69	8
Système des Nations-Unies	176,27	29	138,94	23	71,59	21	15,67	13	402,47	24
Union Européenne et Etats Membres	259,33	42	315,17	51	181,75	53	91,72	73	847,67	50
Prêts	346,84	36	255,28	29	152,45	31	58,70	32	813,57	32
Autres dont PTF émergents	72,39	21	13,06	5	13,07	9	0,00	0	98,52	12
Banques de Développement	264,82	76	221,58	87	139,37	91	58,70	100	684,48	84
Système des Nations-Unies	1,82	1	1,36	1	0,00	0	0,00	0	3,18	0
Union Européenne et Etats Membres	7,81	2	19,28	8	0,00	0	0,00	0	27,39	3
Total général	963,64	100	872,48	100	497,03	100	183,90	100	2517,05	100

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Chapitre 4 : Analyse par secteur du CREDD

4.1 Analyse des décaissements d'aide en 2016 par secteur du CREDD

30. Le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (2016-2018) a remplacé le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2012-2017. L'année 2016 correspond à sa première année de mise en œuvre. Il comprend deux axes préalables, trois axes stratégiques composés de 13 domaines prioritaires et 38 objectifs spécifiques ou secteurs.

Les analyses porteront sur les objectifs spécifiques. Toutefois, des regroupements ont souvent été opérés en vue de faire des comparaisons par rapport aux années précédentes notamment 2015.

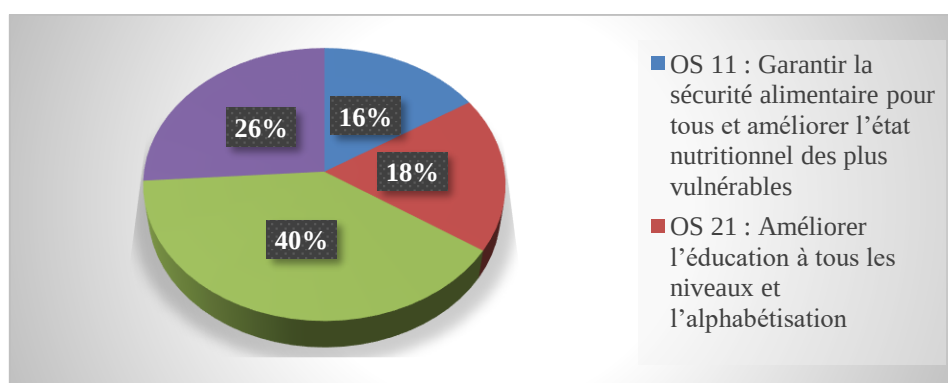
31. Les deux tiers des décaissements d'aide en 2016 ont bénéficié aux six secteurs suivants :

- OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques (17,08%) ;
- OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux (13,84%) ;
- OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida (12,12%) ;
- OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires (9,5%) ;
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique (7,97%);
- OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation (5,6%).

32. On constate une prédominance du cadre macro-économique qui est tiré essentiellement par les contributions du FMI, de l'UE (en ABG, la solidarité ainsi que l'accès aux services sociaux de base) avec 30,6%. Le secteur "améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques" serait plus conforté si les appuis budgétaires généraux de la Banque mondiale et de la BAD avaient pu être mobilisés à temps.

33. Les services sociaux de base (SSB) ont bénéficié environ de 200 milliards de FCFA, soit 30,6% de l'ensemble des décaissements en 2016. Les SSB sont fortement appuyés par les PTF avec au moins une quinzaine de PTF intervenant dans chacun de ses secteurs. Les secteurs "Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida" et "Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique" ont bénéficié des deux tiers du montant mobilisé au profit des SSB (confère graphique N°2).

Graphique 2 : Répartition des secteurs aux services sociaux de base



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

34. Pour le développement rural, les deux sous-secteurs de l'élevage et de la pêche, pourtant à fort potentiel d'emploi et par conséquent de réduction de pauvreté, n'ont bénéficié respectivement que de 4,67 milliards de FCFA et de 0,432 milliards de FCFA. Les PTF ayant décaissé au profit de ces deux secteurs sont : la BAD, la Banque mondiale, la Belgique et la France.
35. Près du quart des décaissements (24,4%) a été consacré à sept (07) secteurs, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 14 : ventilation des décaissements d'APD en 2016 par secteurs

OS	Montant décaissé (en Mrds de FCFA)	% dans le décaissement total 2016
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	31,80	4,89
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	24,97	3,84
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	24,38	3,75
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	24,08	3,70
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	21,25	3,27
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	17,44	2,68
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	14,79	2,27

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

36. Il faut noter que certains secteurs n'ont pas bénéficié d'appuis extérieurs répertoriés en 2016. Il s'agit de :
- OS 16 : Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des mines ;
 - OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur ;
 - OS 19 : Consolider les secteurs du tourisme, et de l'artisanat.
37. Il ressort de l'analyse des décaissements des secteurs financés sur prêts les constats suivants :
- 83,3% des décaissements sur des prêts sont consacrés à 5 secteurs qui sont :
 - ✓ OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
 - ✓ OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques ;
 - ✓ OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement ;

- ✓ OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines ;
- ✓ OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique.
- 16,7% des décaissements ont bénéficié à 12 secteurs.

Concernant les décaissements sur dons, il ressort que :

- les dons ont représenté 73% des décaissements 2016 ;
- environ 87% (411,7 milliards de FCFA) des dons sont concentrés sur 10 secteurs à savoir :
 - ✓ OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques (16,46%) ;
 - ✓ OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida (16,04%) ;
 - ✓ OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires (11,9%) ;
 - ✓ OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux (8,58%) ;
 - ✓ OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique (7,13%) ;
 - ✓ OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation (7,1%) ;
 - ✓ OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables (6,57%) ;
 - ✓ OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes (5,26%) ;
 - ✓ OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation (4,4%) ;
 - ✓ OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance.

Tant sur don que sur prêt, les dix premiers secteurs bénéficiaires d'APD en 2016 étaient quasiment les mêmes qu'en 2015.

38. Certains secteurs du développement rural comme 'OS 9 Optimiser le potentiel de développement de l'élevage', 'OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la pêche' ainsi que 'OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique' devraient bénéficier de plus de financements extérieurs compte tenu de leur rôle moteur dans la croissance économique et le développement durable.

39. Le taux de décaissement a varié d'un secteur à un autre. Il y a 23 secteurs pour lesquels le taux de décaissement est supérieur à 60% contre deux secteurs qui ont un taux de décaissement moyen. Neuf secteurs ont un taux de mobilisation compris entre de 0% à 43,18%. (voir annexe III).

4.2 Analyse des prévisions de décaissement 2017-2020 par secteur du CREDD

40. La prévisibilité dans le contexte du CRMT est la possibilité pour les PTF de se positionner financièrement sur les priorités du Gouvernement dans le moyen et long termes. Elle est très importante dans les processus de la planification/programmation et budgétisation des projets/programmes de développement notamment dans le cadrage macro-économique. Cette prévisibilité financière peut dépendre du cycle des projets ou des programmes de coopération des PTF mais aussi en partie de la confiance des PTF aux systèmes et procédures de gestion des finances publiques du pays bénéficiaire.

41. Sur la période 2017-2020, les PTF entendent octroyer de l'aide au Mali sous diverses natures et à travers différents instruments d'acheminement de l'aide à hauteur de 2 517,05 milliards de FCFA. Cet appui prévisionnel devrait se concentrer sur les dix premiers secteurs pour 1 995,14 milliards de FCFA, soit 79,26% du volume global attendu. L'agriculture, le perfectionnement du cadre macro-économique et le système de gestion des finances publiques la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'état nutritionnel des plus vulnérables, la santé seront les premières priorités comme illustré dans le tableau ci-dessous.

Tableau 15 : Ventilation des prévisions d'APD par objectifs spécifiques du CREDD (en Mrds de FCFA)

OS	Prévisions				Total	Parts relatives
	2017	2019	2018	2020		
OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	111,21	91,36	102,19	38,60	343,36	13,64
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	139,84	30,59	118,46	1,26	290,15	11,53
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	104,29	36,22	90,30	6,59	237,41	9,43
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	89,08	59,96	73,32	13,51	235,88	9,37
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	88,48	52,48	67,66	24,61	233,24	9,27
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	96,66	19,07	36,54	5,79	158,05	6,28
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	61,92	30,38	59,15	0,00	151,44	6,02

OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	26,94	29,39	54,42	28,13	138,89	5,52
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	33,51	18,80	54,62	10,23	117,16	4,65
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la paix et la réconciliation nationale	25,99	6,19	52,31	5,07	89,57	3,56

Source : SHA à partir de données collectées auprès des PTF et des structures nationales

42. Le second groupe de secteurs qui devrait être moyennement appuyé est constitué de :

- OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires (2,39%) ;
- OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses (2,27%) ;
- OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique (2,13%).

Il est attendu 170,10 milliards de FCFA soit, 6,75% du montant prévisionnel pour ces trois secteurs. Les autres secteurs, au nombre de 25 ne devraient bénéficier que de 351,52 milliards de FCFA soit 13,97% de l'APD prévisionnelle.

43. On constate que quelle que soit la nature (don ou prêt) du financement, la prédominance de trois secteurs est nette, il s'agit de :

- OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique ;
- OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.

Chapitre 5 : Analyse par catégorie de PTF

44. Afin de faciliter les analyses, les PTF ont été regroupés en trois catégories :

- PTF bilatéraux et PTF multilatéraux ;
- PTF traditionnels et PTF non traditionnels ;
- Groupe mixte de PTF comprenant :
 - Banques de développement (BAD, BADEA, Fonds Saoudien de développement, Banque mondiale, BEI, BID, BIDC, BOAD, FMI, OPEP) ;
 - Système des Nations-Unies (FAO, FIDA, OMS, ONU-FEMMES, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNMAS) ;
 - Union européenne et Etats membres (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Monaco, Pays Bas, Suède) ;
 - Autres coopérations bilatérales OCDE et hors UE (Canada, Japon, Norvège, Suisse, USA) ;
 - Autres dont PTF émergents (Chine, Corée du Sud).

5.1 Décaissements en 2016

5.1.1 Analyse entre PTF bilatéraux et PTF multilatéraux

45. La contribution des PTF bilatéraux était historiquement supérieure à celle des PTF multilatéraux jusqu'en 2014. La tendance est inversée à partir de 2015. Cela s'explique essentiellement par l'augmentation continue de la contribution des Banques de développement et celle des Autres coopérations bilatérales OCDE dans le volume total de l'APD décaissée. En effet, la contribution des Banques a plus que doublé en trois ans passant de 15% en 2014 à 33% en 2016) et celle des autres coopérations bilatérales OCDE a cru de 5,35 points de pourcentage.

Tableau 16 : Proportions des décaissements entre PTF bilatéraux et PTF multilatéraux (en %)

Groupes de PTF	2009	2010	2011	2013	2014	2015	2016
PTF bilatéraux	54%	57%	50%	52%	52%	46%	42%
PTF multilatéraux	46%	43%	50%	48%	48%	54%	58%

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

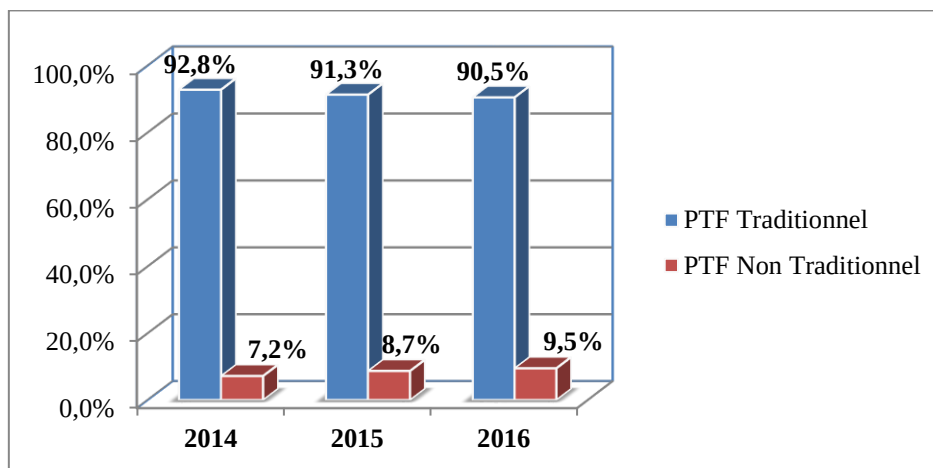
46. L'ensemble des PTF prévoyaient de mobiliser 1 086,52 milliards de FCFA en 2016, sur lesquels 650,75 milliards ont été effectivement décaissés, soit un taux de décaissement de 59,86%. Le taux de mobilisation est nettement supérieur pour les PTF bilatéraux (82,75%) que pour les PTF multilatéraux (49,76%). Le faible niveau de mobilisation des prévisions par les PTF multilatéraux est lié en partie à celui de la Banque mondiale (55,81%) et de la DUE (44,82%). En effet, ces deux PTF comptent pour 44% des prévisions et décaissements de l'ensemble des PTF multilatéraux. Quant aux PTF bilatéraux, la forte mobilisation de leur prévision s'explique par la performance de certains PTF comme les USA, le Danemark, les Pays Bas, l'Allemagne et dans une moindre

mesure la France qui ont un poids significatif dans le volume total prévu et mobilisé et dont le taux de décaissement est supérieur à la moyenne du groupe.

5.1.2 Analyse entre PTF traditionnels et PTF non traditionnels

47. Au Mali, l'essentiel des appuis est fait par les PTF traditionnels avec 91,3% en moyenne de l'ensemble des décaissements entre 2014 et 2016. En dépit de l'insuffisance des données sur les décaissements de certains PTF émergents (ou non traditionnels), la contribution desdits PTF croît régulièrement, passant de 7,2% en 2014 à 9,5% de l'ensemble des décaissements en 2016.

Graphique 3 : Répartition des décaissements entre PTF Traditionnels et PTF non traditionnels



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

48. Les PTF traditionnels ont décaissé 65,33% de leurs prévisions tandis que les PTF dits non traditionnels n'ont décaissé que 33,20% de leurs prévisions. Le faible taux de décaissement des PTF non traditionnels en 2016 s'explique par la non exhaustivité des données pour une bonne partie de ce groupe de PTF comme la BADEA, la BID, la BIDC, l'OPEP et la Chine pour laquelle aucune donnée n'a été trouvée pour les décaissements en 2016.

5.1.3 Analyse par groupe de PTF

49. Les Banques de développement ont réaffirmé leur montée en puissance à travers les projets de développement avec un montant total de 215,9 milliards décaissés soit, une contribution de 33,1% en 2016 contre 197,5 milliards de FCFA décaissés en 2015 soit, une contribution de 27,7%. Cette contribution était environ de 13% en 2014. Cette tendance confirme le retour desdits PTF dans leur rôle classique de financement du développement. Cinq secteurs ont bénéficié de plus de trois quart des montants mobilisés. Il s'agit de :

- OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques pour 62,04 Mrds de FCFA avec 28,84% ;
- OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux à hauteur de 44,54 Mrds de FCFA, soit 20,71% ;
- OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines pour 23,60 Mrds de FCFA soit 10,98% ;

- OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement à hauteur 20,45 Mrds de FCFA, soit 9,51% ;
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique pour 13,31 Mrds de FCFA soit 6,19%.

50. L'Union européenne et ses Etats membres ont décaissé en 2016 un montant de 175,9 milliards de FCFA, soit 27,10% du volume total de l'APD. Avec 217,1 milliards de FCFA décaissés en 2015, soit 30,5% du décaissement total, l'UE perd sa première place de groupe de PTF pourvoyeur de ressources externes au Mali au profit des Banques de développement (Tableau ci-dessous).

Tableau 17 : Evolution des décaissements et contribution par groupe de PTF (en Mrds de FCFA et en %)

Groupe de PTF	décaissé 2014	%	décaissé 2015	%	décaissé 2016	%
Banques de Développement	132,24	12,91	197,50	27,75	215,10	33,08
Union Européenne et Etats Membres	257,19	25,11	217,10	30,50	175,92	27,10
Autres Coopérations bilatérales OCDE	371,24	36,24	161,00	22,62	164,95	25,36
Système des Nations-Unies	224,06	21,87	103,20	14,50	85,70	13,18
Autres dont PTF émergents	39,68	3,87	32,90	4,62	8,63	1,33
Total général	1024,41	100,00	711,70	100,00	650,30	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Les interventions sont concentrées au profit des six secteurs suivants :

- OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques pour 46 Mrds de FCFA soit 26,08% ;
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique pour 30,16 Mrds de FCFA soit 17,10% ;
- OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires 16,50 Mrds soit 9,35%
- OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida à hauteur de 16,48 Mrds de FCFA soit 9,34% ;
- OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux pour 14,89 Mrds de FCFA, soit 8,45% et
- OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation à hauteur de 14,71 Mrds de FCFA, soit 8,34%.

51. Les Autres coopérations bilatérales de l'OCDE (Canada, Japon, Norvège, Suisse, USA) constituaient le troisième groupe de PTF pourvoyeurs de ressources externes en 2016 avec 164,95 milliards de FCFA décaissés contre 161 milliards de FCFA en 2015. Leurs poids dans le montant total décaissé sont passés de 22,6% en 2015 à 25,4% en 2016. Notons que la Norvège n'ayant pas

renseigné le questionnaire, ses décaissements de 2016 n'ont pu être capitalisés dans le présent rapport. Ce groupe a mobilisé 164,95 Mrds de FCFA au profit de 17 secteurs avec 92,47% pour les secteurs prioritaires suivants :

Tableau 18 : Répartition des décaissements entre les 7 secteurs prioritaires

OS	Montant décaissé en Mrds de FCFA	Part relative en %
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	42,14	25,55
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	34,57	20,96
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	19,57	11,86
OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	16,56	10,04
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	15,35	9,31
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	15,31	9,28
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	9,03	5,47

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

52. La contribution du Système des Nations-Unies dans le volume de l'APD est passée de 21,8% en 2014 à 14,5% en 2015 et 13,18% en 2016. En valeur absolue, ces PTF ont mobilisé 224 milliards de FCFA en 2014 contre 103,2 milliards en 2015 et 85,7 milliards de FCFA en 2016. Il est à constater qu'hormis le secteur de l'agriculture en 2016 (à travers la FAO et le FIDA), les cinq premiers secteurs de concentration des PTF du SNU sont identiques entre 2015 et 2016. Il s'agit de :

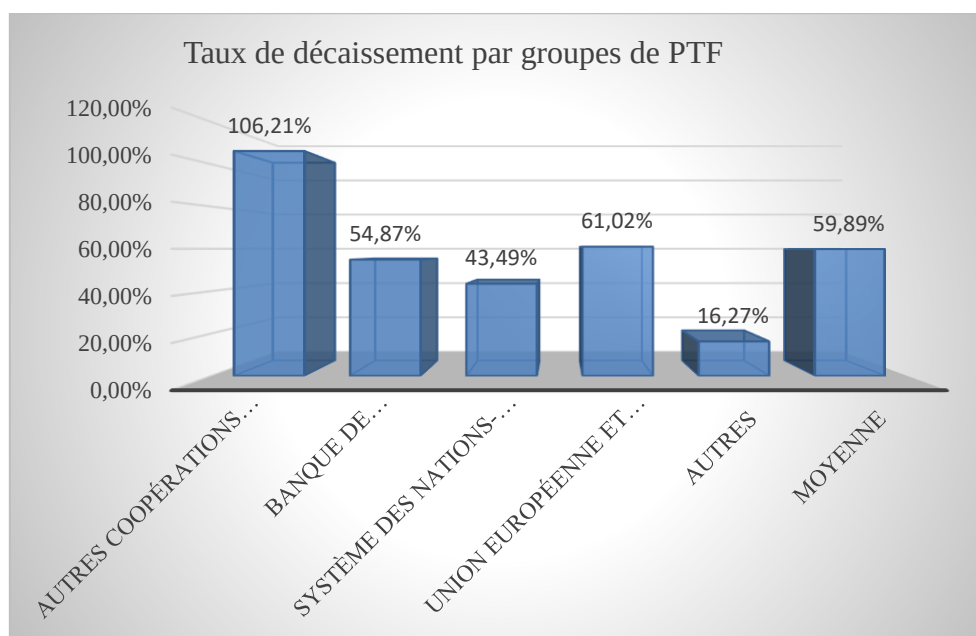
- OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida ;
- OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables ;
- OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
- OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes ;
- OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique.

Ces secteurs ont bénéficié de 60% de la contribution du SNU en 2016.

Le groupe des "Autres PTF dont pays émergents" a décaissé 8,6 milliards de FCFA en 2016 contre 32,9 milliards FCFA en 2015. Cette baisse drastique s'explique en partie par le manque

d'informations sur les décaissements de certains PTF dont la Chine en 2016. Le taux de décaissement de la catégorie « Autres coopérations bilatérales » atteint 106,21%. Le taux de décaissement de l'UE et de ses Etats Membres atteint 61%. Le taux de décaissement de l'Union européenne et Etats membres est fortement influencé par celui des Pays Bas, le Danemark, la Suède, l'Allemagne, la France. La DUE, la plus grosse pourvoyeuse d'APD dans ce lot n'a mobilisé que 44,82% de ses prévisions.

Graphique 4 : Comparaison du taux de décaissement entre groupe de PTF en 2016



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et structures nationales

53. Compte tenu du contexte actuel du Mali, le niveau de mobilisation du SNU paraît paradoxalement faible avec 43,49% de ses prévisions financières. Les Institutions dont les prévisions sont significatives dans le volume financier global de ce groupe et dont les taux de décaissement sont en deçà de la moyenne sont : le PAM (6,43%), l'UNHCR (25,97%), l'UNFPA (39,97%) et la FAO (51,76%).

5.2 Prévisions de décaissement par type de PTF sur la période 2017-2020

54. Les PTF prévoient de décaisser 2 517,05 milliards de FCFA entre 2017 et 2020 soit une moyenne de 623, 8 milliards de FCFA par an. Les trois quart de cette prévision sont positionnés sur les années 2017 et 2018.

5.2.1 Analyse par PTF bilatéraux et PTF multilatéraux

55. La tendance observée en 2016, c'est-à-dire la prédominance de la contribution des PTF multilatéraux sur celle des PTF bilatéraux se poursuivra de façon plus accentuée. Sur la période 2017-2020, les PTF multilatéraux devraient apporter environ 1 524,50 milliards de FCFA soit 60,57% de l'aide extérieure financière au Mali contre 992,55 milliards de FCFA pour les PTF bilatéraux, soit 39,43%. En dehors de la DUE, les PTF multilatéraux sont des Banques de développement. C'est pourquoi la tendance évoquée précédemment doit attirer l'attention bien que la politique d'endettement du Mali soit bien encadrée.

Tableau 19 : Evolution des prévisions de PTF bilatéraux et des PTF multilatéraux entre 2017 et 2020

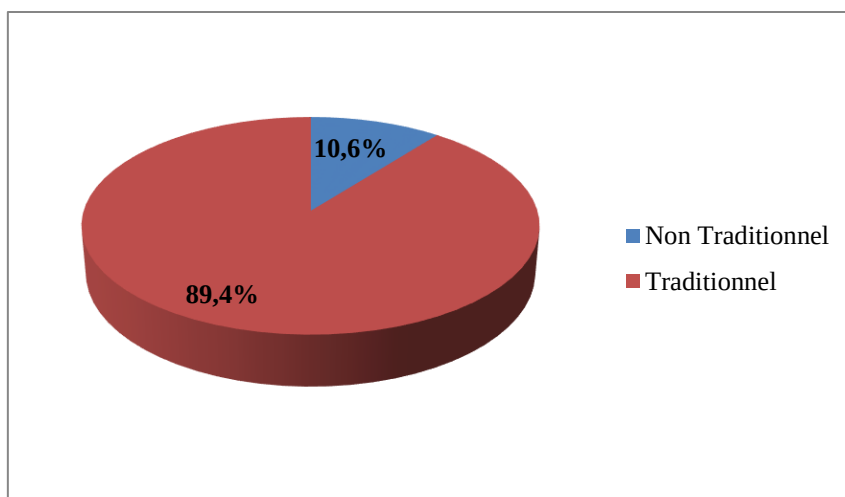
Groupe de PTF	Prévisions annuelles (en Mrds de FCFA)				Total	%
	2017	2018	2019	2020		
Bilatéraux	362,07	315,44	212,31	102,73	992,55	39,43
Multilatéraux	601,57	557,04	284,72	81,17	1524,50	60,57
Total général	963,64	872,48	497,03	183,90	2517,05	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

5.2.2 PTF traditionnels et PTF non traditionnels

56. Entre 2017-2020, les prévisions d'aide devront être essentiellement fournies par les PTF traditionnels comme régulièrement observé. La part des PTF non traditionnels devrait légèrement augmenter pour se situer à 10,6% contre 9,5% de l'APD comme observé en 2016.

Graphique 5 : Répartition des prévisions globales d'aide entre PTF traditionnels et PTF non traditionnels



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

5.2.3 Analyse par catégories de PTF

57. Entre 2017 et 2020, le volume prévisionnel de l'aide est de 2 517,05 milliards de FCFA soit une moyenne annuelle de 629,26 milliards de FCFA. Il passe de 872,48 milliards de FCFA en 2018 à 183,9 milliards de FCFA en 2020. La tendance à la baisse des prévisions dans le temps n'est pas forcément une diminution réelle des intentions d'aide de la part de PTF mais plutôt une faible prévisibilité sur le moyen terme. La baisse peut aussi dépendre du cycle du programme indicatif de coopération ou du cycle de certains projets qui ont un poids significatif dans le portefeuille de certains PTF.

Tableau 20 : Répartition des prévisions d'aide par catégorie de PTF entre 2017 et 2020

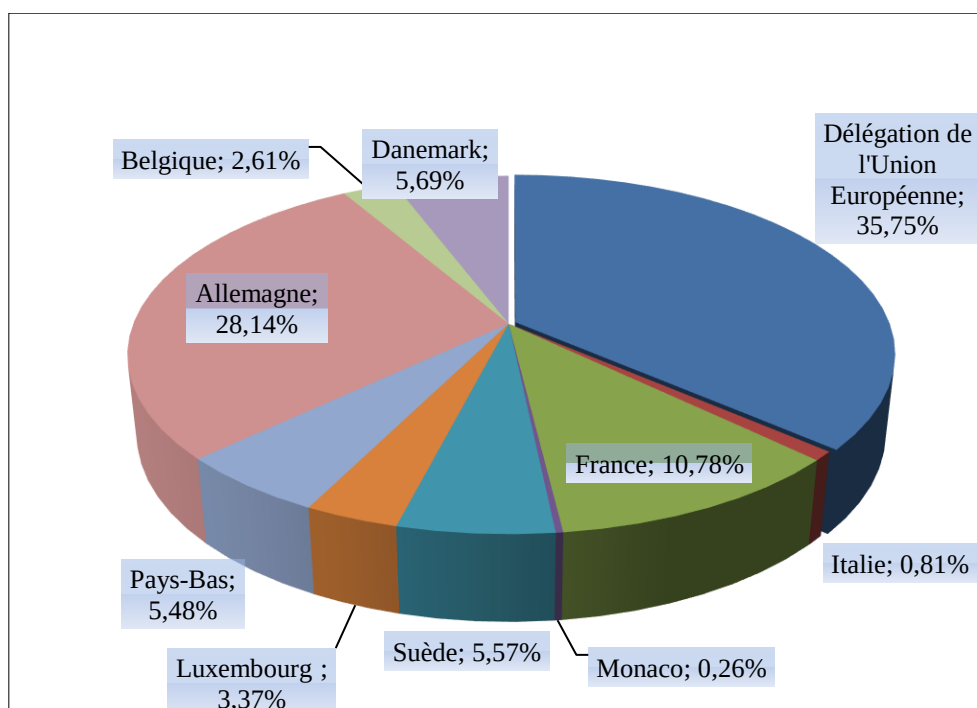
Groupe de PTF	Prévisions annuelles (en Mrds de FCFA)				Total	%	Moyenne annuelle
	2017	2018	2019	2020			
Union européenne et Etats membres	267,14	334,45	181,75	91,72	875,06	34,77	218,77
Banques de développement	319,84	293,18	149,65	65,50	828,17	32,90	207,04
Système des Nations-Unies	178,09	140,31	71,59	15,67	405,65	16,12	101,41
Autres coopérations bilatérales OCDE	126,18	91,49	80,97	11,01	309,65	12,30	78,69
Autres dont PTF émergents	72,39	13,06	13,07	0,00	98,52	3,91	24,63
Total général	963,64	872,48	497,03	183,90	2517,06	100,00	629,26

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

58. L'Union européenne et ses Etats membres devraient être les plus gros contributeurs avec 875,06 milliards de FCFA soit 34,77% du total contre 27,10% en 2016. Ils seront suivis des Banques de développement avec 828,17 milliards de FCFA soit 32,90% sur la période contre 33% en 2016. Ces deux groupes cumulent avec les Autres coopérations bilatérales OCDE 85,5% des prévisions d'aide au développement.

59. Dans le groupe de l'UE et ses Etats membres, la part relative est fortement tirée par la Délégation de l'Union Européenne qui apportera environ 35,6%, suivie de l'Allemagne (28,14%), la France avec 10,78%, le Danemark, la Suède et les Pays Bas avec respectivement 5,69% ; 5,57% ; 5,48%.

Graphique 6 : Part relative des Pays de l'UE et Etats membres dans le décaissement 2016



Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

60. Il faut noter que la Principauté de Monaco est à sa première participation dans l'exercice depuis 2013-2014. Les six secteurs de concentration qui cumuleront 66,27% de son intervention entre 2017 et 2020 sont :

- Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
- Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques ;
- Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique ;
- Agir efficacement et rapidement pour la paix et la réconciliation nationale ;
- Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation ;
- Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.

61. La part de l'aide octroyée par les Banques de développement devrait passer de 33% en 2016 à 32,90% sur la période 2017-2020. Ce groupe de PTF opère essentiellement par des prêts finançant des projets inscrits dans la Loi de Finances. Les quatre institutions suivantes : la Banque mondiale, la BAD, le FMI et la BID devraient apporter 86,68% des appuis. Hormis la Banque mondiale, la prévisibilité de ce groupe est très faible à l'horizon 2020. Les secteurs d'interventions prioritaires seront : le développement rural, l'énergie, le transport et l'eau.

Tableau 21 : Evolution des prévisions d'aide des banques de développement (en Mrds de FCFA et en %)

PTF	Réalisé 2016	Prévision				Total	%
		2017	2018	2019	2020		
Banque Mondiale	93,142	108,163	145,232	95,523	65,501	414,419	50,04
BAD	30,949	59,678	57,967	26,378	0,000	144,023	17,39
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000	83,855	10,13
BID	11,366	75,544	0,000	0,000	0,000	75,544	9,12
BIDC	0,615	12,914	11,971	9,768	0,000	34,653	4,18
FSD	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000	20,597	2,49
OPEP	3,679	8,050	9,249	2,093	0,000	19,393	2,34
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000	16,500	1,99
BADEA	0,247	7,723	3,434	3,730	0,000	14,887	1,80
BOAD	36,962	4,300	0,000	0,000	0,000	4,300	0,52
Total général	215,099	319,842	293,176	149,652	65,501	828,170	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

62. Le poids du Système des Nations-Unies a régulièrement baissé dans l'APD de 2014 à 2016. Toutefois, il remonte à 16% sur la période 2017-2020 contre 13% en 2016. L'UNICEF, le PAM et le PNUD projettent de financer les 75% des appuis prévisionnels de ce groupe entre 2017 et 2020.

Les principaux secteurs (objectifs spécifiques du CREDD) de concentration des PTF du SNU seront entre autres :

- Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables ;
- Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux ;
- Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida ;
- Agir efficacement et rapidement pour la paix et la réconciliation nationale ;
- Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation.

On constate que les principaux secteurs n'ont pas fondamentalement varié par rapport à 2016.

63. Les Coopérations bilatérales de l'OCDE non-membres de l'Union Européenne (Canada, USA, Suisse, Japon, Norvège) ont représenté 25,35% des décaissements en 2016 contre 12,30% sur 2017-2020. Cette diminution s'explique par l'arrivée à terme du cycle de programmation de quelques gros contributeurs notamment les USA et le Japon. En effet, les USA constituent le premier pourvoyeur d'APD au Mali avec plus 100 milliards de FCFA décaissés en 2016 (non compris leurs contributions aux opérations militaires).

Tableau 22 : Evolution de la prévision de l'APD des autres coopérations hors OCDE (en Mrds de FCFA et en %)

PTF	2017	2018	2019	2020	Total	%
Canada	37,472	32,330	30,331	1,253	101,386	32,74
Japon	8,401	0,000	0,000	0,000	8,401	2,71
Norvège	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,00
Suisse	15,088	14,959	11,039	9,752	50,838	16,42
USA	65,216	44,204	39,600	0,000	149,020	48,13
Total général	126,177	91,492	80,970	11,006	309,644	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

64. Les autres coopérations dont notamment les partenaires non-traditionnels (Chine, Inde, Corée du Sud) envisagent de mobiliser 98,52 milliards de FCFA dont 89,5% par la Chine suivie de la Corée du Sud et du Koweït.

Tableau 23 : Prévisions de décaissement par les Autres PTF dont émergents entre 2017 et 2020

PTF	Prévision (en Mrds de FCFA)				Total	%
	2017	2018	2019	2020		
Chine	67,005	10,207	10,516	0	87,728	89,05
Corée du Sud	1,278	1,917	2,556	0	5,750	5,84
Koweït	4,109	0,934	0,000	0	5,043	5,12
Total général	72,391	13,058	13,072	0	98,521	100,00

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Ces PTF financeront prioritairement les secteurs suivants : énergie, infrastructures, agriculture, sécurité alimentaire et nutrition.

Chapitre 6 : Positionnement des PTF par secteur

65. Les secteurs d'interventions des PTF sont définis en général dans les accords de coopération, les conventions, les programmes indicatifs de coopération qui sont déclinés en projets/programmes opérationnels. Un PTF est considéré actif dans un secteur s'il a procédé à un décaissement en 2016 ou prévoit des décaissements entre 2017 à 2020. Les analyses suivantes porteront sur le nombre de secteurs dans lequel un PTF intervient et la concentration des PTF dans les secteurs.
66. Les domaines de concentration des PTF demeurent très élevés au Mali. On constate que les PTF sont plus concentrés autour des objectifs spécifiques du CREDD qu'ils ne l'étaient dans les secteurs du CSCRP. En effet lors de l'exercice précédent, 19% des PTF opéraient dans au moins 10 secteurs du CSCRP contre 8,10% en 2016. Les PTF les moins concentrés au nombre de 11 opèrent entre 6 et 19 secteurs. Les PTF considérés comme moyennement concentrés et travaillant entre 4 à 5 secteurs sont au nombre de 6. Vingt PTF, soit 54% des PTF qui ont effectué un décaissement en 2016 sont concentrés entre 1 et 3 secteurs.

Tableau 24 : Nombre des PTF qui interviennent dans 5 domaines ou plus en 2016

PTF	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Nbre de secteur d'intervention général	Nbre de secteur activé en 2016	Montant moyen décaissé par secteur (en Mrds de FCFA)
PTF fortement concentrés				
FMI	31,580	1	1	31,580
BEI	6,559	1	1	6,559
OMS	5,784	1	1	5,784
Corée du Sud	4,470	2	1	4,470
OPEP	3,679	5	1	3,679
Espagne	0,328	12	1	0,328
BADEA	0,247	6	1	0,247
ONUSIDA	0,000	1	1	0,000
Italie	0,000	2	2	nd
UNHCR	6,606	2	2	3,303
PAM	4,882	3	2	2,441
Koweït	4,161	2	2	2,081
FSD	0,000	2	2	0,000
BOAD	36,962	3	3	12,321
PNUD	13,619	3	3	4,540
FIDA	8,311	3	3	2,770
FAO	4,807	6	3	1,602
Luxembourg	4,318	10	3	1,439
UNFPA	1,806	3	3	0,602
BIDC	0,615	4	3	0,205
PTF moyennement concentrés				
Danemark	17,609	7	4	4,402
BID	11,366	10	4	2,842
Japon	7,832	8	4	1,958
Monaco	0,242	7	4	0,060
USA	101,256	7	5	20,251
UNESCO	0,183	7	5	0,037

PTF	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Nbre de secteur d'intervention général	Nbre de secteur activé en 2016	Montant moyen décaissé par secteur (en Mrds de FCFA)
PTF faiblement concentrés				
Allemagne	13,258	22	6	2,210
UNICEF	39,706	7	7	5,672
BAD	30,949	11	7	4,421
Belgique	6,303	17	7	0,900
Pays-Bas	17,553	13	8	2,194
SUISSE	11,873	11	8	1,484
Délégation de l'Union Européenne	74,085	19	9	8,232
Suède	16,561	11	9	1,840
Canada	43,984	11	10	4,398
Banque Mondiale	93,142	17	14	6,653
France	26,109	25	19	1,374
Total général	650,746	—	—	—

nd = non disponible

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

67. En considérant le montant moyen mobilisé par PTF et par secteur, les 6 PTF les plus concentrés ont mobilisé en moyenne en 2016 un montant de 14,26 milliards de FCFA. Le second groupe de PTF moyennement concentré a décaissé en moyenne 4,81 milliards de FCFA. Le troisième groupe de PTF, celui moins concentré a décaissé en moyenne 1,60 milliards de FCFA (voir Annexe X).
68. La dispersion des PTF sur un nombre élevé de secteurs peut nuire à l'efficacité de leurs actions en augmentant les coûts de transaction, de conception de mise en œuvre et de suivi évaluation des programmes de coopération à travers les projets programmes. Les PTF devraient être amenés à se concentrer sur des secteurs dans lesquels ils ont des avantages comparatifs avérés. Ainsi, les délégations de crédits ou de pouvoir (partenariats délégués) sont à encourager et aller au-delà des cas entre PTF bilatéraux et PTF multilatéraux (notamment du SNU). A titre d'exemples, le cas de collaboration entre le Canada et l'Allemagne dans le secteur de l'agriculture (irrigation) est à encourager. Il faut noter que la partie nationale a aussi un rôle essentiel à jouer par une meilleure coordination, un leadership fort et la mise en place et l'opérationnalisation d'un système intégré de gestion de l'aide.
69. L'analyse du positionnement des PTF par secteur révèle 4 catégories de secteurs : secteurs à forte concentration des PTF, secteurs intéressés moyennement par les PTF, secteurs peu financés et les secteurs orphelins c'est-à-dire dans lesquels interviennent très peu ou pas de PTF.
70. Les secteurs à forte concentration de PTF sont ceux bénéficiant d'au moins l'intervention de 11 PTF. Ces secteurs sont au nombre de 12 et cumulent plus des trois quarts des décaissements en 2016. On retrouve ici les secteurs comme : le développement de l'agriculture, l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé/VHI, accès à l'eau et à l'assainissement), l'énergie, l'amélioration du cadre macro-économique et perfectionnement du système de gestion des finances publiques etc.

71. Le second groupe de secteurs à concentration moyenne de PTF est appuyé par des PTF dont le nombre oscille entre 6 et 9. Chaque secteur a bénéficié en moyenne de 14,5 milliards de FCFA en 2016. Il s'agit essentiellement de : (i) infrastructures de transports et d'équipement, (ii) aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation. (iii) modernisation des Institutions et questions de genre (iv) promotion de l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.
72. La troisième catégorie de concentration dite faible est appuyée par des PTF dont le nombre varie de 5 à 3. Cette catégorie a bénéficié de moins de 2% des décaissements en 2016.
73. Le dernier groupe de secteurs «dits orphelins» ou à très faible concentration n'est appuyé que par moins de 2 PTF.

Tableau 25 : Ventilation des PTF actifs par objectif du CREDD en 2016

OS du CREDD	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Nbre de PTF actifs	Montant moyen par PTF (en Mrds de FCFA)
Concentration élevé des partenaires techniques et financiers			
OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	90,1	20	4,5
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	51,8	16	3,3
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	61,8	15	4,1
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale	6,47	13	0,5
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	31,8	13	2,5
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	78,8	13	6,1
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	111	13	8,5
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	36,6	12	3,0
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	24,4	11	2,2
OS 22: Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses	9,6	10	0,9
OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	3,9	10	0,4
Concentration moyenne des partenaires techniques et financiers			
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports	24,2	9	2,7
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	4,7	9	0,5
OS27: Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	10,1	8	1,3
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	21,3	8	2,7
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	14,8	7	2,1
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	24,9	7	3,6
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	1,7	6	0,3
Concentration faible des partenaires techniques et financiers			
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	0,8	5	0,2
OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	2,8	5	0,6
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	5,6	4	1,4
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté	1,4	3	0,5
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,9	3	0,3
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,3	3	0,1
Concentration très faible des partenaires techniques et financiers			

	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Nbre de PTF actifs	Montant moyen par PTF (en Mrds de FCFA)
OS du CREDD			
OS 2 : Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali	0,0	2	0,0
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	8,9	2	4,5
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,5	2	1,3
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	0,9	2	0,5
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,2	2	0,1
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,3	2	0,2
OS 4 : Renforcer et moderniser la Défense Nationale	0,0	2	0,0
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »	0,4	1	0,4
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs	0,0	1	0,0
OS16:Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur Minier	0,0	1	0,0
OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur	0,0	1	0,0
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer la formation professionnelle	0,0	1	0,0
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0,1	1	0,1
Total général	651	-	-

Source : SHA à partir des données collectées auprès des PTF et des structures nationales

Chapitre 7 : Etat de mise en œuvre des recommandations de l'exercice Précédent

1. Poursuivre la dynamique visant à impliquer plus étroitement les structures nationales impliquées dans la gestion de l'aide dans la consolidation du Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme. La phase de collecte de données a vu la participation des CPS, de la DNPd pour pré renseigner les questionnaires par les données inscrites au Budget d'Etat. Toutes les structures du SHA élargi dont le secteur privé et la société civile ont été invitées à la validation du rapport 2018-2020 en Aout 2018.
2. Intégrer les données provenant de l'Initiative pour la Transparence de l'Aide (IATI) pour les partenaires techniques et financiers. Les données de l'IATI n'ont été utilisées que pour un PTF en 2017 compte tenu du fait que le maximum de PTF a renseigné eux-mêmes le questionnaire.
3. Opérer un rapprochement avec la base de données « Synergie-Nord ». Dans le cadre de la mise en œuvre du système intégré de gestion de l'aide, le MEF a sollicité l'architecture de synergie Nord.
4. Associer les Coordonnateurs des Groupes Thématiques des PTF dans la consolidation du CRMT afin de tendre vers une programmation indicative conjointe. Cette démarche n'a pas été menée, le SHA ayant estimé qu'il y'a d'autres canaux pour opérationnaliser la programmation indicative conjointe entre PTF notamment le Comité conjoint de suivi des appuis budgétaires.
5. Renforcer les programmes d'appui budgétaire général et sectoriel pour que ces derniers constituent au moins 30% de l'aide. Le SHA a organisé les mercredi 27 et jeudi 28 juin 2018 un atelier de sensibilisation et d'échanges pour la généralisation de l'Approche Programme. L'atelier avait pour objet de sensibiliser et d'inviter tous les départements à adopter graduellement l'approche programme comme cadre de planification pour la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles. Toutes les structures impliquées dans la gestion de l'aide ont été invité à y participer.
6. Prendre les dispositions nécessaires afin que les projets inscrits au Budget de l'Etat représentent 60% de l'aide totale. Près de 50% des appuis étaient inscrits dans le Budget d'Etat en 2016 contre 22,9% en 2015. La part de l'aide sous forme d'appui projet inscrit au Budget d'Etat dans l'ensemble des appuis sur la période 2017-2020 augmenterait progressivement de 29,81% et 47,12%.
7. Mobiliser plus efficacement les ressources disponibles auprès des Banques de Développement. La part de l'aide octroyée par les Banques de développement est passée de 27,75% en 2015 à 33% en 2016 et devrait être à 32,84% sur la période 2017-2020.
8. Privilégier les approches-programmes, les appuis budgétaires sectoriels, les délégations de crédits entre partenaires techniques et financiers dans les secteurs où le nombre de partenaires techniques est élevé: Agriculture, Eau et Assainissement, Solidarité, Sécurité Alimentaire, Energie, Education, Santé. Idem au point 5.
9. Etudier les possibilités de repositionnement des partenaires techniques et financiers sur un nombre restreint de secteurs où ils disposent d'un avantage comparatif. Non réalisé.

10. Mobiliser plus de financement dans les secteurs de l'élevage et de la pêche. Il a été mobilisé 5,110 milliards de FCFA en 2016 contre 2,849 milliards de FCFA en 2015.
11. Mobiliser plus de financement dans le secteur de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique pour le développement durable du Mali, et notamment les Fonds Verts. La promotion d'une économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique préoccupent les autorités maliennes et les PTF. En effet, il a été mobilisé au profit de ce secteur 14,789 milliards de FCFA en 2016 contre 6,437 milliards de FCFA en 2015, soit une augmentation de 56,47%.

Conclusions

74. Le CRMT est un outil important pour améliorer la transparence dans le processus de la livraison de l'aide au développement. Il vise à améliorer la prévisibilité de l'aide apportée au Mali par les PTF et mettre à disposition d'informations fiables et exhaustives sur les données de l'aide publique au développement.
75. Le présent exercice, huitième du genre, a été réalisé à travers un large processus participatif impliquant toutes les structures nationales concernées ainsi qu'une participation active des PTF dans la collecte des données. Il fait le bilan des décaissements d'aide financière en faveur du Mali au titre de l'année 2016 et les prévisions de décaissements des partenaires techniques et financiers sur le moyen terme (2017-2020) en vue de contribuer au financement des actions de développement prioritaires définies dans le document stratégique de développement (CREDD).
76. En 2016, les partenaires techniques et financiers ont décaissé en faveur du Mali un montant de 650,75 milliards de FCFA, un peu moins qu'en 2015 (711,66 milliards de FCFA). L'aide projet est toujours prédominante dans les fonds décaissés (82%). Presque 50% des appuis ont été mobilisés à travers le Budget d'Etat en 2016 contre 22,9% en 2015.
77. L'aide mobilisée au Mali en 2016 a été constituée principalement de dons, soit un montant de 474,9 milliards de FCFA (72,98%), contre 175,8 milliards de FCFA (27,02%) de prêts. Les prévisions indiquent aussi un poids plus élevé de la part des dons dans le total de l'aide 68% contre 32% pour les emprunts. Toutes fois, le volume des prêts augmente régulièrement dans l'aide totale (32% en moyenne entre 2017 et 2020).
78. Les trois principaux fournisseurs de dons au Mali sont l'UE et ses Etats membres (35,83%), les Autres coopérations bilatérales OCDE (34,94%) et le Système des Nations-Unies (17,61%) du total des dons. Les prêts sont essentiellement fournis par les Banques de développement.
79. L'enveloppe globale des prévisions d'aides sur la période 2017-2020 est estimée à 2 517,05 milliards de FCFA. On constate que les estimations sont assez approximatives à très court terme ($n+1$ à $n+2$) et elles sont assez aléatoires à terme, ce qui soulève la problématique de la prévisibilité des aides au Mali. A moyen terme, les prévisions d'APD des PTF sont en baisse de 18,5%. Cette baisse peut être imputable en partie au cycle du programme indicatif de coopération de nombreux PTF. En effet, à l'horizon 2020, les Banques de développement (BAD, BID, BIDC, BOAD), les PTF multilatéraux (DUE, FMI, FIDA, OMS, PAM) et les bilatéraux (USA, Japon, Chine et dans une moindre mesure le Canada) n'ont pas fait de prévisions de décaissement.
80. L'APD est majoritairement acheminée à travers les projets (82,27%) et particulièrement ceux ne passant par le budget d'Etat (50,41%). Moins de la moitié des aides n'est pas alignée sur les systèmes et procédures du Budget d'Etat contrairement aux engagements de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Dans un contexte de manque d'affluence autour de l'appui budgétaire général et du développement de la décentralisation/ régionalisation au Mali, le Gouvernement et les PTF devraient redoubler d'efforts en vue d'utiliser l'appui budgétaire sectoriel décentralisé.

81. Les PTF, dans leurs interventions sont très dispersés, ce qui nuit inévitablement à leur efficacité. En 2016, environ 27% des PTF opéraient entre 6 et 19 secteurs du CREDD. La concentration peut être considérée comme moyenne (entre 4 à 5 secteurs) pour 15 pourcent des PTF. L'ensemble des acteurs impliqués dans l'aide sont invités à œuvrer à une plus grande concentration des PTF particulièrement dans des secteurs où ils ont des avantages comparatifs élevés. Il y'a des secteurs à filières porteuses (élevage, pêche, artisanat, etc.) qui ne bénéficient pas conséquemment d'APD. Une attention particulière doit être portée à ces secteurs.
82. La validation du document de la Politique Nationale de Gestion de l'Aide et la mise en œuvre de son plan d'actions devraient permettre de renforcer le leadership de l'Etat dans la gestion de l'aide. La nouvelle stratégie commune d'accompagnement Pays devrait imposer un minimum de code de conduite aux PTF pour améliorer significativement les modalités de livraison de l'aide afin de mieux accompagner le document stratégique post- CREDD.
83. Mobiliser plus de financement dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle qui respectivement ne représentent que 4% et 2% de l'aide totale.

Recommandations

- 1) Au SHA : envoyer les questionnaires pré-renseignés avec les données passant par la Loi de finances au mois de février au plus-tard et rendre disponibles les données sur les décaissements de l'année N-1 ainsi que les prévisions des années N+1, N+2, N+3 au mois de mai de l'année N ;
- 2) Aux PTF : renseigner et retourner les questionnaires renseignés au SHA dans les délais consignés dans la lettre d'envoi des questionnaires du Ministre de l'Economie et des Finances;
- 3) Aux PTF : aligner le maximum de projets sur les procédures et systèmes nationaux ;
- 4) A tous les acteurs impliqués dans la gestion de l'aide : favoriser la concentration des interventions de chaque PTF autour d'un nombre de secteurs réduits et dans lesquels chaque PTF a des avantages comparatifs avérés;
- 5) A tous les acteurs impliqués dans la gestion de l'aide : accorder plus de financement dans les secteurs ou filières porteurs comme l'élevage, la pêche et l'artisanat ;
- 6) A tous les acteurs impliqués dans la gestion de l'aide : accélérer la mise en place et l'exploitation du « système intégré de gestion de l'aide (SIGAP) » comme unique base de gestion de l'aide ;
- 7) Aux PTF : privilégier les approches-programmes, les appuis budgétaires sectoriels, les appuis budgétaires sectoriels décentralisés et les délégations de crédits entre PTF.

ANNEXES

Annexe I : Décaissements 2016 et prévisions par PTF entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA)

PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Allemagne	13,258	43,812	87,940	55,736	58,754
BAD	30,949	59,678	57,967	26,378	0,000
BADEA	0,247	7,723	3,434	3,730	0,000
Banque Mondiale	93,142	108,163	145,232	95,523	65,501
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
Belgique	6,303	4,927	5,974	5,900	6,078
BID	11,366	75,544	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,615	12,914	11,971	9,768	0,000
BOAD	36,962	4,300	0,000	0,000	0,000
Canada	43,984	37,472	32,330	30,331	1,253
Chine	0,000	67,005	10,207	10,516	0,000
Corée du Sud	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
Danemark	17,609	16,859	11,575	10,712	10,639
Délégation de l'Union Européenne	74,085	110,607	130,531	70,139	0,000
Espagne	0,328	7,002	5,083	3,012	0,000
FAO	4,807	5,640	3,892	0,121	0,000
FIDA	8,311	7,726	7,271	6,027	0,000
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
France	26,109	30,844	41,889	10,919	10,656
FSD	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000
Italie	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Japon	7,832	8,401	0,000	0,000	0,000
Koweït	4,161	4,109	0,934	0,000	0,000
Luxembourg	4,318	8,480	11,228	9,341	0,467
Monaco	0,242	0,686	0,836	0,454	0,281
Norvège	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
OMS	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
ONU FEMMES	0,000	0,140	0,000	0,000	0,000
ONUSIDA	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
OPEP	3,679	8,050	9,249	2,093	0,000
PAM	4,882	66,234	50,214	0,000	0,000
Pays-Bas	17,553	18,285	18,941	8,335	2,352
PNUD	13,619	11,225	7,989	7,150	7,150
Suède	16,561	22,102	16,914	7,206	2,497
SUISSE	11,873	15,088	14,959	11,039	9,752
UNESCO	0,183	0,940	0,609	0,383	0,000
UNFPA	1,806	4,652	6,395	5,140	4,780
UNHCR	6,606	20,964	10,841	0,000	0,000
UNICEF	39,706	53,546	49,084	49,029	0,000
UNMAS	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
USA	101,256	65,216	44,204	39,600	0,000
Total général	650,746	963,640	872,480	497,033	183,899

Annexe II : Décaissements 2016 et prévisions par secteur entre 2017 et 2020 (en Mrds de FCFA)

OS	Réalisé 2016	Prévisions				Total prévisions
		2017	2018	2019	2020	
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale	6,47	25,99	52,31	6,19	5,07	89,57
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »	0,43	1,33	1,61	1,07	0,76	4,77
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	31,80	104,29	90,30	36,22	6,59	237,41
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	14,79	17,75	14,61	13,82	6,82	53,00
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	24,38	96,66	36,54	19,07	5,79	158,05
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	24,08	61,92	59,15	30,38	0,00	151,44
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs	0,00	1,94	10,21	10,52	0,00	22,67
OS 16 : Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines	0,00	1,19	1,31	1,25	1,25	4,99
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	1,66	9,56	8,90	5,05	2,14	25,65
OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur	0,00	0,16	0,04	0,00	0,00	0,20
OS 2 : Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali	0,00	0,68	0,19	0,00	0,00	0,87
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	0,82	0,59	0,44	0,45	0,45	1,93
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	36,57	33,51	54,62	18,80	10,23	117,16
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses	9,65	15,35	19,05	11,13	11,51	57,04
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer la formation professionnelle	0,00	0,90	0,52	0,54	0,20	2,16
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	1,41	1,85	2,08	2,01	1,35	7,29
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	78,87	89,08	73,32	59,96	13,51	235,88
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	51,88	88,48	67,66	52,48	24,61	233,24
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	5,62	16,37	13,26	0,00	0,00	29,63
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	10,11	16,22	15,39	10,24	0,56	42,42
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	8,98	12,01	7,73	6,73	0,00	26,47
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	61,85	39,88	17,99	1,43	0,76	60,06

OS	Réalisé 2016	Prévisions				Total prévisions
		2017	2018	2019	2020	
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,86	3,55	1,45	1,31	1,31	7,61
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,54	4,60	4,94	12,87	0,97	23,37
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,26	0,33	0,50	0,00	0,00	0,83
OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	3,89	12,76	7,60	11,07	6,88	38,31
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	0,93	0,76	3,81	2,76	1,59	8,93
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	24,97	10,32	9,70	13,85	3,12	36,98
OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	2,83	7,22	7,11	2,09	0,68	17,09
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,16	0,10	0,00	0,00	0,00	0,10
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	21,25	26,94	54,42	29,39	28,13	138,89
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,31	0,87	1,10	0,21	0,00	2,18
OS 4 : Renforcer et moderniser la Défense Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0,06	0,22	0,23	0,16	0,13	0,74
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	111,14	139,84	118,46	30,59	1,26	290,15
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	17,44	4,43	3,87	2,04	0,00	10,33
OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	90,05	111,21	102,19	91,36	38,60	343,36
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	4,68	4,79	9,85	12,01	9,64	36,29
Total général	650,75	963,64	872,48	497,03	183,90	2517,05

Annexe III : Taux de décaissement par secteur en 2016

OS	Prévu 2016 en Mrds de FCFA	Réalisé 2016 en Mrds de FCFA	Taux
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	4,497	17,438	387,73
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	18,732	24,973	133,32
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	1,413	1,413	100,00
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,858	0,858	100,00
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,312	0,312	100,00
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	8,992	8,983	99,90
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	39,995	36,573	91,44
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,171	0,156	91,44
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	1,051	0,932	88,68
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,944	2,536	86,14
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	1,021	0,824	80,69
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	18,545	14,789	79,75
OS 32 : Coordonner et Planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	4,924	3,893	79,06
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,336	0,265	78,82
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	103,308	78,871	76,35
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	6,303	4,678	74,22
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	28,708	21,247	74,01
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	14,788	10,106	68,34
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	167,176	111,142	66,48
OS 8 : Promouvoir une Agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	138,599	90,053	64,97

OS	Prévu 2016 en Mrds de FCFA	Réalisé 2016 en Mrds de FCFA	Taux
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	79,852	51,880	64,97
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0,092	0,059	64,29
OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	4,599	2,826	61,45
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	108,720	61,850	56,89
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses	17,019	9,648	56,69
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « Pêche »	1,000	0,432	43,18
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	63,224	24,079	38,09
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	75,625	24,379	32,24
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la Paix et la Réconciliation Nationale	20,794	6,473	31,13
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	19,647	5,616	28,58
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	118,333	31,798	26,87
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	10,085	1,660	16,46
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs	4,382	0,004	0,09
OS 2 : Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali	0,473	0,000	0,00
Total général	1086,517	650,746	59,89

Annexe IV : Montant de l'aide par secteurs et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la paix et la réconciliation nationale	6,473	25,988	52,314	6,193	5,072
Allemagne	0,000	0,116	40,997	0,000	0,000
Danemark	0,000	9,453	6,536	4,176	4,088
Délégation de l'Union Européenne	0,000	1,991	3,355	0,770	0,000
Espagne	0,000	0,066	0,000	0,000	0,000
France	1,367	1,287	1,022	1,246	0,984
Japon	1,840	0,250	0,000	0,000	0,000
ONU FEMMES	0,000	0,037	0,000	0,000	0,000
PAM	0,000	4,151	0,000	0,000	0,000
Pays-Bas	0,186	0,035	0,000	0,000	0,000
Suède	0,352	0,897	0,000	0,000	0,000
UNESCO	0,013	0,011	0,000	0,000	0,000
UNHCR	2,716	7,505	0,341	0,000	0,000
UNMAS	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la « pêche »	0,432	1,328	1,606	1,072	0,765
Belgique	0,432	1,328	1,606	1,072	0,765
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	31,798	104,288	90,302	36,222	6,593
Allemagne	0,127	0,127	0,109	0,101	0,101
BAD	7,607	6,054	6,887	1,509	0,000
Belgique	0,000	0,116	0,838	1,242	1,640
Canada	5,198	6,091	8,000	9,603	0,000
Délégation de l'Union Européenne	3,964	4,097	3,652	3,305	0,000
France	0,525	0,722	1,312	0,787	0,787
Japon	2,654	2,552	0,000	0,000	0,000
Koweït	0,533	1,246	0,934	0,000	0,000
Luxembourg	0,000	0,328	0,328	0,000	0,000
Monaco	0,052	0,105	0,052	0,000	0,000
PAM	3,336	62,083	50,214	0,000	0,000
SUISSE	1,173	2,951	2,633	4,331	4,064
UNICEF	6,628	17,817	15,344	15,344	0,000
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	14,789	17,745	14,612	13,825	6,816
Allemagne	0,000	1,378	0,984	0,787	0,000
BADEA	0,000	0,045	0,000	0,000	0,000
Banque Mondiale	4,604	4,785	2,629	4,057	1,019
Délégation de l'Union Européenne	0,000	0,184	0,990	0,753	0,000
FAO	0,513	0,659	0,346	0,121	0,000
PNUD	4,164	5,604	3,551	3,300	3,300
Suède	5,508	5,091	6,112	4,807	2,497
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	24,379	96,659	36,537	19,068	5,787
Allemagne	0,000	0,802	0,146	0,000	0,000
BAD	0,113	0,421	0,445	0,262	0,000
BADEA	0,000	2,861	1,480	1,717	0,000

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Banque Mondiale	5,507	4,565	4,236	1,929	5,787
BID	0,000	21,586	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,000	11,097	10,064	9,768	0,000
BOAD	17,989	0,000	0,000	0,000	0,000
Chine	0,000	48,606	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,651	0,000	0,326	0,127	0,000
France	0,120	0,000	13,119	0,000	0,000
FSD	0,000	5,111	5,111	5,265	0,000
OPEP	0,000	1,610	1,610	0,000	0,000
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.					
	24,079	61,915	59,149	30,380	0,000
BAD	0,000	12,513	12,554	10,728	0,000
BADEA	0,000	3,603	1,954	2,013	0,000
BID	1,987	7,441	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,387	0,000	0,000	0,000	0,000
BOAD	14,398	4,300	0,000	0,000	0,000
Chine	0,000	10,204	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,000	16,765	39,217	15,546	0,000
Koweït	3,628	2,863	0,000	0,000	0,000
OPEP	3,679	4,226	5,425	2,093	0,000
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs					
	0,004	1,944	10,207	10,516	0,000
Chine	0,000	1,940	10,207	10,516	0,000
UNESCO	0,004	0,004	0,000	0,000	0,000
OS 16 : Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines					
	0,000	1,187	1,312	1,246	1,246
Allemagne	0,000	1,187	1,312	1,246	1,246
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie					
	1,660	9,558	8,897	5,053	2,139
BAD	0,000	2,221	2,221	2,221	0,000
Banque Mondiale	0,000	1,788	3,698	2,773	2,080
BID	0,000	5,549	0,000	0,000	0,000
Danemark	0,658	0,000	2,932	0,000	0,000
France	0,116	0,000	0,000	0,000	0,000
Monaco	0,000	0,000	0,046	0,059	0,059
Pays-Bas	0,886	0,000	0,000	0,000	0,000
OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur					
	0,000	0,157	0,039	0,000	0,000
Pays-Bas	0,000	0,157	0,039	0,000	0,000
OS 2 : Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali					
	0,000	0,681	0,187	0,000	0,000
Allemagne	0,000	0,296	0,187	0,000	0,000
USA	0,000	0,385	0,000	0,000	0,000
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels					
	0,824	0,591	0,439	0,450	0,450

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Allemagne	0,000	0,002	0,000	0,000	0,000
France	0,188	0,247	0,201	0,210	0,210
Pays-Bas	0,113	0,000	0,000	0,000	0,000
SUISSE	0,523	0,330	0,238	0,240	0,240
UNESCO	0,000	0,013	0,000	0,000	0,000
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	36,573	33,515	54,616	18,796	10,235
Allemagne	0,000	1,047	1,070	1,007	0,840
Banque Mondiale	4,756	8,234	2,855	2,141	6,424
Belgique	0,065	0,014	0,000	0,000	0,000
BID	0,000	0,895	0,000	0,000	0,000
Canada	4,501	5,763	3,774	1,334	0,000
Délégation de l'Union Européenne	3,507	0,824	31,040	1,433	0,000
France	2,084	1,700	3,558	0,811	0,811
Luxembourg	0,000	0,125	0,119	0,000	0,000
SUISSE	2,313	2,215	3,010	2,880	2,160
UNESCO	0,144	0,000	0,000	0,000	0,000
UNICEF	6,447	7,782	5,786	5,786	0,000
USA	12,755	4,918	3,405	3,405	0,000
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses	9,648	16,251	19,574	11,670	11,712
Banque Mondiale	3,364	3,410	4,678	3,509	10,526
Canada	1,560	2,424	2,914	2,762	0,655
Délégation de l'Union Européenne	0,157	4,083	4,146	0,489	0,000
FAO	0,058	0,294	0,301	0,000	0,000
FIDA	0,890	1,980	1,980	1,980	0,000
France	0,403	0,262	0,984	0,000	0,000
Luxembourg	1,515	1,437	2,491	2,057	0,000
Monaco	0,066	0,052	0,033	0,000	0,000
Pays-Bas	0,000	0,328	0,328	0,328	0,328
SUISSE	1,636	1,083	1,200	0,000	0,000
Allemagne	0,000	0,898	0,520	0,544	0,203
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	1,413	1,851	2,081	2,007	1,348
Monaco	0,000	0,014	0,010	0,007	0,000
Pays-Bas	1,413	1,836	2,071	2,000	1,348
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	78,871	89,084	73,319	59,960	13,513
Allemagne	0,000	0,836	0,782	0,000	0,000
Banque Mondiale	4,319	4,730	3,766	11,299	0,000
Canada	12,999	14,100	8,561	3,631	0,598
Espagne	0,328	1,539	0,000	0,000	0,000
France	8,946	8,743	7,544	5,904	5,904
Monaco	0,064	0,273	0,400	0,155	0,022
OMS	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
ONU FEMMES	0,000	0,074	0,000	0,000	0,000
ONUSIDA	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
Pays-Bas	7,142	8,709	9,903	1,581	0,000
UNFPA	1,263	2,095	4,329	3,611	3,251
UNICEF	8,887	6,008	6,312	6,312	0,000
USA	29,139	35,140	27,775	23,727	0,000

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	51,880	88,485	67,664	52,484	24,606
Allemagne	1,863	6,791	4,297	17,177	15,865
BAD	3,651	16,718	14,869	6,262	0,000
Banque Mondiale	2,915	7,700	14,090	11,100	8,741
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
Belgique	0,335	0,199	0,000	0,000	0,000
BID	0,185	10,585	0,000	0,000	0,000
Danemark	12,317	0,154	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	3,265	7,457	3,837	0,489	0,000
Espagne	0,000	0,394	0,459	0,000	0,000
France	7,233	12,498	5,707	0,000	0,000
Italie	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Japon	0,575	0,369	0,000	0,000	0,000
Pays-Bas	4,990	4,748	4,496	3,016	0,000
Suède	0,163	0,809	1,933	0,000	0,000
UNESCO	0,006	0,006	0,000	0,000	0,000
UNICEF	7,824	11,021	8,940	8,940	0,000
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	5,616	16,366	13,262	0,000	0,000
Banque Mondiale	2,750	9,350	11,032	0,000	0,000
BID	0,000	4,193	0,000	0,000	0,000
France	0,968	0,607	0,000	0,000	0,000
SUISSE	1,898	2,216	2,230	0,000	0,000
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	10,106	16,217	15,394	10,244	0,561
Allemagne	0,142	0,200	0,060	0,000	0,000
Canada	0,165	1,042	1,087	0,906	0,000
Espagne	0,000	0,131	0,000	0,000	0,000
Suède	4,228	6,047	5,232	1,087	0,000
UNESCO	0,016	0,906	0,609	0,383	0,000
UNFPA	0,204	0,710	1,098	0,561	0,561
UNICEF	5,352	7,180	7,307	7,307	0,000
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	8,983	12,011	7,735	6,728	0,000
Banque Mondiale	8,050	11,000	6,586	5,579	0,000
UNICEF	0,933	1,011	1,149	1,149	0,000
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	61,850	39,877	17,990	1,430	0,759
Allemagne	0,105	4,872	2,776	0,155	0,115
BAD	0,580	0,000	0,000	0,000	0,000
Belgique	0,000	0,074	0,000	0,000	0,000
BID	4,762	0,000	0,000	0,000	0,000
Danemark	3,568	0,037	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	7,621	0,132	0,059	0,031	0,000
Espagne	0,000	1,017	0,382	0,000	0,000
France	0,265	0,444	0,215	0,164	0,164
Japon	2,763	4,118	0,000	0,000	0,000
Luxembourg	0,000	2,017	2,017	0,000	0,000
PAM	1,546	0,000	0,000	0,000	0,000

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Suède	4,947	5,436	0,000	0,000	0,000
SUISSE	2,214	2,772	2,040	1,080	0,480
UNHCR	3,890	13,459	10,500	0,000	0,000
USA	29,590	5,500	0,000	0,000	0,000
OS 3 : Garantir la sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,858	3,548	1,451	1,305	1,305
Allemagne	0,000	0,802	0,146	0,000	0,000
Espagne	0,000	0,328	0,000	0,000	0,000
France	0,858	1,305	1,305	1,305	1,305
Japon	0,000	1,113	0,000	0,000	0,000
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,536	4,596	4,936	12,872	0,968
Banque Mondiale	2,196	2,750	3,968	11,904	0,000
UNFPA	0,340	1,846	0,968	0,968	0,968
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,265	0,334	0,501	0,000	0,000
Banque Mondiale	0,214	0,000	0,000	0,000	0,000
Canada	0,051	0,172	0,459	0,000	0,000
Pays-Bas	0,000	0,162	0,042	0,000	0,000
OS 32 : Coordonner et planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	3,893	12,761	7,604	11,068	6,878
Allemagne	0,000	0,328	0,328	0,328	0,328
Belgique	0,068	0,000	0,000	0,000	0,000
BID	0,000	0,096	0,000	0,000	0,000
Danemark	0,000	7,215	2,106	6,535	6,550
Délégation de l'Union Européenne	0,000	2,167	0,782	0,014	0,000
France	0,009	0,000	0,000	0,000	0,000
Pays-Bas	0,179	0,055	0,000	0,000	0,000
Suède	0,001	0,095	0,142	0,000	0,000
SUISSE	0,000	0,078	0,000	0,000	0,000
UNICEF	3,636	2,727	4,246	4,191	0,000
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	0,932	0,764	3,813	2,756	1,593
Banque Mondiale	0,000	0,000	2,832	2,124	1,593
Suède	0,932	0,764	0,981	0,632	0,000
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	24,973	10,319	9,701	13,845	3,118
Allemagne	0,000	0,677	0,526	0,368	0,368
Belgique	0,138	0,028	0,000	0,000	0,000
Canada	0,005	1,161	1,376	6,478	0,000
Danemark	1,067	0,000	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,000	0,339	1,837	1,246	0,000
PNUD	8,417	4,520	2,959	2,750	2,750
USA	15,346	3,593	3,003	3,003	0,000
OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	2,826	7,217	7,111	2,090	0,676
Canada	0,000	0,091	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,000	3,178	3,623	0,000	0,000
ONU FEMMES	0,000	0,029	0,000	0,000	0,000

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Pays-Bas	2,644	2,255	2,061	1,410	0,676
Suède	0,182	1,665	1,427	0,679	0,000
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,156	0,105	0,000	0,000	0,000
Espagne	0,000	0,039	0,000	0,000	0,000
France	0,156	0,066	0,000	0,000	0,000
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	21,247	26,945	54,419	29,395	28,128
Allemagne	5,931	4,461	13,059	14,923	18,006
Banque Mondiale	4,728	11,000	30,536	6,604	4,953
Belgique	4,070	2,865	2,552	2,247	2,033
Délégation de l'Union Européenne	2,411	1,704	1,437	0,581	0,000
France	0,389	0,775	0,363	0,328	0,328
Luxembourg	1,914	1,717	1,845	2,204	0,000
Suède	0,000	1,060	1,019	0,000	0,000
SUISSE	1,804	3,365	3,609	2,508	2,808
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,312	0,865	1,102	0,210	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Espagne	0,000	0,787	1,102	0,210	0,000
France	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
SUISSE	0,312	0,078	0,000	0,000	0,000
OS 4 : Renforcer et moderniser la défense nationale	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Allemagne	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Japon	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0,059	0,222	0,230	0,161	0,128
Allemagne	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Monaco	0,059	0,222	0,230	0,161	0,128
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	111,142	139,836	118,463	30,587	1,264
BAD	1,072	14,312	12,525	0,000	0,000
Banque Mondiale	29,390	23,485	22,000	0,000	0,000
Canada	2,062	1,662	0,906	0,986	0,000
Chine	0,000	6,255	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	45,663	61,726	28,534	28,337	0,000
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
France	0,338	0,296	0,164	0,164	0,164
PNUD	1,037	1,100	1,480	1,100	1,100
OS 7 : Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la microfinance	17,438	4,426	3,869	2,039	0,000
BADEA	0,000	0,434	0,000	0,000	0,000
Canada	15,308	2,174	2,505	2,039	0,000
FIDA	2,077	1,818	1,363	0,000	0,000
France	0,052	0,000	0,000	0,000	0,000

OS/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	90,053	111,212	102,190	91,356	38,598
Allemagne	5,090	18,993	20,641	19,097	21,681
BAD	17,346	7,439	8,467	5,396	0,000
BADEA	0,247	0,702	0,000	0,000	0,000
Banque Mondiale	17,713	12,232	23,603	21,837	16,377
BID	4,432	24,450	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,228	1,422	1,907	0,000	0,000
BOAD	4,575	0,000	0,000	0,000	0,000
Canada	2,136	2,792	2,748	2,592	0,000
Corée du Sud	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
Délégation de l'Union Européenne	6,847	5,961	7,696	17,019	0,000
Espagne	0,000	2,570	2,987	2,802	0,000
FAO	4,236	4,687	3,246	0,000	0,000
FIDA	5,344	3,927	3,927	4,046	0,000
France	1,825	1,892	6,396	0,000	0,000
FSD	0,000	1,858	1,858	1,394	0,000
Luxembourg	0,889	2,858	4,428	5,080	0,467
Monaco	0,000	0,020	0,066	0,072	0,072
OPEP	0,000	2,214	2,214	0,000	0,000
Suède	0,248	0,238	0,068	0,000	0,000
USA	14,427	15,681	10,021	9,466	0,000
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	4,678	4,791	9,855	12,006	9,640
BAD	0,580	0,000	0,000	0,000	0,000
BADEA	0,000	0,079	0,000	0,000	0,000
Banque Mondiale	2,635	3,135	8,723	10,667	8,000
Belgique	1,195	0,304	0,979	1,339	1,640
BID	0,000	0,747	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,000	0,396	0,000	0,000	0,000
Espagne	0,000	0,131	0,153	0,000	0,000
FAO	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
France	0,267	0,000	0,000	0,000	0,000
Total général	650,746	963,640	872,480	497,033	183,899

Annexe V : Taux de réalisation par PTF et groupe de PTF en 2016

PTF et groupes de PTF	Prévu 2016 en Mrds de FCFA	Réalisé 2016 en Mrds de FCFA	Taux
Autres Coopérations bilatérales			
OCDE	155,308	164,946	106,21
Canada	33,454	43,984	131,48
Japon	0,000	7,832	
Norvège	7,687	0,000	0,00
Suisse	11,714	11,873	101,35
USA	102,452	101,256	98,83
Banques de développement	392,029	215,099	54,87
BAD	58,452	30,949	52,95
BADEA	5,171	0,247	4,78
Banque Mondiale	166,894	93,142	55,81
BEI	3,124	6,559	209,96
BID	80,327	11,366	14,15
BIDC	3,533	0,615	17,41
BOAD	30,199	36,962	122,39
FMI	31,400	31,580	100,57
FSD	1,100	0,000	0,00
OPEP	11,830	3,679	31,10
Système des Nations-Unies	197,079	85,704	43,49
FAO	9,286	4,807	51,76
FIDA	13,136	8,311	63,27
OMS	5,326	5,784	108,60
ONU FEMMES	0,009	0,000	0,00
PAM	75,953	4,882	6,43
PNUD	15,193	13,619	89,63
UNESCO	0,666	0,183	27,44
UNFPA	4,520	1,806	39,97
UNHCR	25,444	6,606	25,97
UNICEF	47,546	39,706	83,51
Union européenne et Etats membres	289,045	176,366	61,02
Allemagne	10,602	13,258	125,04
Belgique	10,410	6,303	60,55
Danemark	16,103	17,609	109,36
Délégation de l'Union Européenne	165,314	74,085	44,82
Espagne	5,664	0,328	5,79
France	34,146	26,109	76,46
Italie	1,210	0,000	0,00
Luxembourg	7,337	4,318	58,85
Monaco	0,279	0,242	86,60
Pays-Bas	19,854	17,553	88,41
Suède	18,126	16,561	91,37
Autres dont PTF émergents	53,056	8,631	16,27
Chine	42,774	0,000	0,00
Corée du Sud	5,450	4,470	82,02
Koweït	4,832	4,161	86,11
Total général	1086,517	650,746	59,89

Annexe VI : Montant de l'aide par nature et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)

Nature/PTF	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Prêts	175,83	346,840	255,28	152,45	58,70
BAD	22,340	37,645	37,165	25,901	0,000
BADEA	0,247	7,723	3,434	3,730	0,000
Banque Mondiale	45,950	75,180	94,441	85,723	58,695
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
BID	11,366	75,544	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,228	12,914	11,971	9,768	0,000
BOAD	36,962	4,300	0,000	0,000	0,000
Chine	0,000	67,005	10,207	10,516	0,000
Corée du Sud	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
FIDA	2,077	1,818	1,363	0,000	0,000
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
France	5,967	4,275	15,743	0,000	0,000
FSD	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000
Italie	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Koweït	4,161	4,109	0,934	0,000	0,000
OPEP	3,679	8,050	9,249	2,093	0,000
Dons	475,161	616,80	617,20	344,59	125,20
Allemagne	13,258	43,812	87,940	55,736	58,754
BAD	8,609	22,033	20,802	0,477	0,000
Banque Mondiale	47,191	32,984	50,791	9,800	6,805
Belgique	6,303	4,927	5,974	5,900	6,078
BIDC	0,387	0,000	0,000	0,000	0,000
Canada	43,984	37,472	32,330	30,331	1,253
Danemark	17,609	16,859	11,575	10,712	10,639
Délégation de l'Union Européenne	74,085	110,607	130,531	70,139	0,000
Espagne	0,328	7,002	5,083	3,012	0,000
FAO	4,807	5,640	3,892	0,121	0,000
FIDA	6,234	5,908	5,908	6,027	0,000
Monaco	0,242	0,686	0,836	0,454	0,281
France	20,142	26,569	26,146	10,919	10,656
Japon	7,832	8,401	0,000	0,000	0,000
Luxembourg	4,318	8,480	11,228	9,341	0,467
OMS	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
PAM	4,882	66,234	50,214	0,000	0,000
Pays-Bas	17,553	18,285	18,941	8,335	2,352
PNUD	13,619	11,225	7,989	7,150	7,150
Suède	16,562	22,102	16,914	7,206	2,497
Suisse	11,873	15,088	14,959	11,039	9,752
UNESCO	0,183	0,940	0,609	0,383	0,000
UNFPA	1,806	4,652	6,395	5,140	4,780
UNHCR	6,606	20,964	10,841	0,000	0,000
ONU FEMMES	0,000	0,140	0,000	0,000	0,000
UNICEF	39,706	53,546	49,084	49,029	0,000
ONUSIDA	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
UNMAS	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
USA	101,256	65,216	44,204	39,600	0,000
Total général	650,746	963,640	872,480	497,033	183,899

Annexe VII : Montant de l'aide par instruments et par PTF entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)

Instrument/PTF	Réalisé 2016	Prévision			
		2017	2018	2019	2020
Appui Budgétaire Décentralisé	3,126	4,502	5,011	0,720	0,720
SUISSE	3,126	4,502	5,011	0,720	0,720
Appui Budgétaire Général	105,261	127,251	115,914	28,337	0,000
BAD	0,000	12,525	12,525	0,000	0,000
Banque Mondiale	28,017	22,000	22,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	45,663	61,726	28,534	28,337	0,000
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
Appui Budgétaire Sectoriel	7,638	10,079	2,492	0,000	0,000
Canada	7,638	10,079	2,492	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	206,654	287,216	283,555	193,414	86,658
Allemagne	2,211	4,920	9,577	18,227	17,243
BAD	30,949	44,932	43,221	24,157	0,000
BADEA	0,247	4,954	3,434	3,730	0,000
Banque Mondiale	65,125	86,163	123,232	95,523	65,501
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
Belgique	0,335	0,199	0,000	0,000	0,000
BID	7,227	19,608	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,615	11,190	11,971	9,768	0,000
BOAD	33,887	4,300	0,000	0,000	0,000
Canada	8,170	8,153	10,418	4,965	0,598
Chine	0,000	31,245	10,207	10,516	0,000
Corée du Sud	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
Danemark	12,317	0,154	0,000	0,000	0,000
Délégation de l'Union Européenne	0,000	16,765	26,098	2,427	0,000
FAO	0,000	0,006	0,132	0,000	0,000
FIDA	8,311	7,726	7,271	6,027	0,000
France	5,818	9,475	3,739	0,000	0,000
FSD	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000
Koweït	4,161	4,109	0,934	0,000	0,000
Monaco	0,040	0,039	0,052	0,059	0,016
Norvège	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
OPEP	3,679	3,028	4,227	0,000	0,000
Pays-Bas	4,355	5,174	7,234	0,000	0,000
PNUD	4,164	5,604	3,551	3,300	3,300
Suède	1,571	0,469	0,388	0,000	0,000
SUISSE	1,636	2,639	2,211	0,000	0,000
UNHCR	0,809	2,618	1,274	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	328,068	534,592	465,509	274,562	96,521
Allemagne	11,047	38,892	78,363	37,509	41,511
BAD	0,000	2,221	2,221	2,221	0,000
BADEA	0,000	2,769	0,000	0,000	0,000
Belgique	5,969	4,728	5,974	5,900	6,078
BID	4,139	55,936	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,000	1,724	0,000	0,000	0,000
BOAD	3,075	0,000	0,000	0,000	0,000
Canada	28,177	19,240	19,421	25,366	0,655
Chine	0,000	35,760	0,000	0,000	0,000
Danemark	5,293	16,705	11,575	10,712	10,639
Délégation de l'Union Européenne	28,422	32,116	75,899	39,375	0,000
Espagne	0,328	7,002	5,083	3,012	0,000

Instrument/PTF	Réalisé 2016	Prévision			
		2017	2018	2019	2020
FAO	4,807	5,634	3,760	0,121	0,000
France	20,291	21,369	38,150	10,919	10,656
Italie	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Japon	7,832	8,401	0,000	0,000	0,000
Luxembourg	4,318	8,480	11,228	9,341	0,467
Monaco	0,202	0,646	0,784	0,395	0,264
Norvège	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
OMS	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
ONU FEMMES	0,000	0,140	0,000	0,000	0,000
ONUSIDA	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
OPEP	0,000	5,022	5,022	2,093	0,000
PAM	4,882	66,234	50,214	0,000	0,000
Pays-Bas	13,198	13,110	11,707	8,335	2,352
PNUD	9,455	5,620	4,439	3,850	3,850
Suède	14,990	21,633	16,527	7,206	2,497
SUISSE	7,110	7,946	7,737	10,319	9,032
UNESCO	0,183	0,940	0,609	0,383	0,000
UNFPA	1,806	4,652	6,395	5,140	4,780
UNHCR	5,798	18,346	9,567	0,000	0,000
UNICEF	39,706	53,546	49,084	49,029	0,000
UNMAS	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
USA	101,256	65,216	44,204	39,600	0,000
Total général	650,746	963,640	872,480	497,033	183,899

Annexe VIII : Montant de l'aide par PTF et par instrument entre 2016 et 2020 (en Mrds de FCFA)

PTF/Instruments	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Allemagne	13,258	43,812	87,940	55,736	58,754
Appui projet inscrit au budget d'Etat	2,211	4,920	9,577	18,227	17,243
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	11,047	38,892	78,363	37,509	41,511
BAD	30,949	59,678	57,967	26,378	0,000
Appui Budgétaire Général	0,000	12,525	12,525	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	30,949	44,932	43,221	24,157	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	2,221	2,221	2,221	0,000
BADEA	0,247	7,723	3,434	3,730	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,247	4,954	3,434	3,730	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	2,769	0,000	0,000	0,000
Banque Mondiale	93,142	108,163	145,232	95,523	65,501
Appui Budgétaire Général	28,017	22,000	22,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	65,125	86,163	123,232	95,523	65,501
BEI	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	6,559	5,500	5,500	5,500	0,000
Belgique	6,303	4,927	5,974	5,900	6,078
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,335	0,199	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	5,969	4,728	5,974	5,900	6,078
BID	11,366	75,544	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	7,227	19,608	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	4,139	55,936	0,000	0,000	0,000
BIDC	0,615	12,914	11,971	9,768	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,615	11,190	11,971	9,768	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	1,724	0,000	0,000	0,000
BOAD	36,962	4,300	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	33,887	4,300	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	3,075	0,000	0,000	0,000	0,000
Canada	43,984	37,472	32,330	30,331	1,253
Appui Budgétaire Sectoriel	7,638	10,079	2,492	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	8,170	8,153	10,418	4,965	0,598
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	28,177	19,240	19,421	25,366	0,655
Chine	0,000	67,005	10,207	10,516	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,000	31,245	10,207	10,516	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	35,760	0,000	0,000	0,000
Corée du Sud	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	4,470	1,278	1,917	2,556	0,000
Danemark	17,609	16,859	11,575	10,712	10,639
Appui Budgétaire Général	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	12,317	0,154	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	5,293	16,705	11,575	10,712	10,639
Délégation de l'Union Européenne	74,085	110,607	130,531	70,139	0,000
Appui Budgétaire Général	45,663	61,726	28,534	28,337	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,000	16,765	26,098	2,427	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	28,422	32,116	75,899	39,375	0,000

PTF/Instruments	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
Espagne	0,328	7,002	5,083	3,012	0,000
Appui Budgétaire Sectoriel	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,328	7,002	5,083	3,012	0,000
FAO	4,807	5,640	3,892	0,121	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,000	0,006	0,132	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	4,807	5,634	3,760	0,121	0,000
FIDA	8,311	7,726	7,271	6,027	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	8,311	7,726	7,271	6,027	0,000
FMI	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
Appui Budgétaire Général	31,580	31,000	52,855	0,000	0,000
France	26,109	30,844	41,889	10,919	10,656
Appui Budgétaire Général	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	5,818	9,475	3,739	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	20,291	21,369	38,150	10,919	10,656
FSD	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,000	6,969	6,969	6,659	0,000
Italie	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	3,536	3,536	0,000	0,000
Japon	7,832	8,401	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	7,832	8,401	0,000	0,000	0,000
Koweït	4,161	4,109	0,934	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	4,161	4,109	0,934	0,000	0,000
Luxembourg	4,318	8,480	11,228	9,341	0,467
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	4,318	8,480	11,228	9,341	0,467
Monaco	0,242	0,686	0,836	0,454	0,281
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,040	0,039	0,052	0,059	0,016
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,202	0,646	0,784	0,395	0,264
Norvège	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
OMS	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	5,784	6,784	3,738	3,738	3,738
ONU FEMMES	0,000	0,140	0,000	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	0,140	0,000	0,000	0,000
ONUSIDA	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	0,052	0,209	0,000	0,000
OPEP	3,679	8,050	9,249	2,093	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	3,679	3,028	4,227	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	5,022	5,022	2,093	0,000
PAM	4,882	66,234	50,214	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	4,882	66,234	50,214	0,000	0,000
Pays-Bas	17,553	18,285	18,941	8,335	2,352
Appui Budgétaire Sectoriel	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	4,355	5,174	7,234	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	13,198	13,110	11,707	8,335	2,352

PTF/Instruments	Réalisé 2016	Prévisions			
		2017	2018	2019	2020
PNUD	13,619	11,225	7,989	7,150	7,150
Appui projet inscrit au budget d'Etat	4,164	5,604	3,551	3,300	3,300
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	9,455	5,620	4,439	3,850	3,850
Suède	16,561	22,102	16,914	7,206	2,497
Appui projet inscrit au budget d'Etat	1,571	0,469	0,388	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	14,990	21,633	16,527	7,206	2,497
SUISSE	11,873	15,088	14,959	11,039	9,752
Appui Budgétaire Décentralisé	3,126	4,502	5,011	0,720	0,720
Appui projet inscrit au budget d'Etat	1,636	2,639	2,211	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	7,110	7,946	7,737	10,319	9,032
UNESCO	0,183	0,940	0,609	0,383	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,183	0,940	0,609	0,383	0,000
UNFPA	1,806	4,652	6,395	5,140	4,780
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	1,806	4,652	6,395	5,140	4,780
UNHCR	6,606	20,964	10,841	0,000	0,000
Appui projet inscrit au budget d'Etat	0,809	2,618	1,274	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	5,798	18,346	9,567	0,000	0,000
UNICEF	39,706	53,546	49,084	49,029	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	39,706	53,546	49,084	49,029	0,000
UNMAS	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	0,000	0,189	0,063	0,000	0,000
USA	101,256	65,216	44,204	39,600	0,000
Appui projet non-inscrit au budget d'Etat	101,256	65,216	44,204	39,600	0,000
Total général	650,746	963,640	872,480	497,033	183,899

Annexe IX : Concentration de l'aide par secteur en 2016

Secteurs	Réalisé 2016 en Mrds de FCFA	Nombre de PTF actifs	Montant moyen décaissé par PTF (en Mrds de FCFA)
Concentration élevée des partenaires techniques et financiers			
OS 8 : Promouvoir une agriculture intensive, diversifiée et durable, assurant l'autosuffisance alimentaire et compétitive sur les marchés sous régionaux et internationaux	90,05	20	4,50
OS 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique	51,88	16	3,24
OS 29 : Promouvoir la solidarité et renforcer les actions humanitaires	61,85	15	4,12
OS 1 : Agir efficacement et rapidement pour la paix et la réconciliation nationale	6,47	13	0,50
OS 11 : Garantir la sécurité alimentaire pour tous et améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables	31,80	13	2,45
OS 24 : Améliorer l'état de santé de la population et lutter contre le VIH/Sida	78,87	13	6,07
OS 6 : Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques	111,14	13	8,55
OS 21 : Améliorer l'éducation à tous les niveaux et l'alphabétisation	36,57	12	3,05
OS 13 : Développer les énergies renouvelables et accroître l'accès à l'électricité à moindre coût pour les populations rurales et urbaines	24,38	11	2,22
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses	9,65	10	0,96
OS 32 : Coordonner et planifier les politiques publiques et les stratégies de développement	3,89	10	0,39
Concentration moyenne des partenaires techniques et financiers			
OS 14 : Améliorer le maillage territorial et l'interconnexion des infrastructures de transports et d'équipement.	24,08	9	2,68
OS 9 : Optimiser le potentiel de développement de l'élevage	4,68	9	0,52
OS 27 : Promouvoir l'égalité du genre, l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant et de la famille	10,11	8	1,26
OS 37 : Impulser une dynamique de développement des territoires basée sur une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.	21,25	8	2,66
OS 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique.	14,79	7	2,11
OS 34 : Moderniser les Institutions et assurer une meilleure représentativité des femmes	24,97	7	3,57
OS 17 : Développer le secteur privé et l'industrie via notamment l'agro-industrie	1,66	6	0,28
Concentration faible des partenaires techniques et financiers			
OS 20 : Valoriser la production et le patrimoine culturels	0,82	5	0,16
OS 35 : Améliorer le respect des droits de l'homme et l'accès sur toute l'étendue du territoire national à une justice de qualité, impartiale et professionnelle	2,83	5	0,57
OS 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat	5,62	4	1,40
OS 23 : Soutenir les activités liées à la jeunesse, au sport et à la citoyenneté.	1,41	3	0,47
OS 3 : Garantir la Sécurité intérieure sur l'intégralité du territoire	0,86	3	0,29

Secteurs	Réalisé 2016 en Mrds de FCFA	Nombre de PTF actifs	Montant moyen décaissé par PTF (en Mrds de FCFA)
OS 31 : Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption	0,26	3	0,09
Concentration très faible des partenaires techniques et financiers			
OS 2 : Contribuer à un développement équilibré entre toutes les régions du Mali en mettant en œuvre la phase de relèvement rapide de la Stratégie Spécifique de Développement des régions du Nord du Mali	0,00	2	0,00
OS 28 : Etendre la protection sociale et promouvoir l'économie sociale et solidaire	8,98	2	4,49
OS 30 : Intégrer la problématique démographique dans la conduite des politiques publiques	2,54	2	1,27
OS 33 : Développer les statistiques comme outil d'aide à la décision	0,93	2	0,47
OS 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières	0,16	2	0,08
OS 38 : Œuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'intégration africaine et une coopération internationale au service du développement du Mali.	0,31	2	0,16
OS 4 : Renforcer et moderniser la défense nationale	0,00	2	0,00
OS 10 : Accompagner le développement du secteur de la pêche	0,43	1	0,43
OS 15 : Promouvoir l'extension et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'ensemble des secteurs et des acteurs	0,00	1	0,00
OS 16 : Améliorer la gouvernance, la transparence des industries extractives et diversifier le secteur des Mines	0,00	1	0,00
OS 18 : Promouvoir le commerce intérieur et extérieur	0,00	1	0,00
OS 22 : Favoriser les créations d'emplois, Développer la formation professionnelle	0,00	1	0,00
OS 5 : Assurer la protection civile de la population	0,06	1	0,06
Total général	650,75		

Annexe X : Concentration des PTF par secteur en 2016

PTF	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Nombre de secteurs d'intervention	Nombre de secteurs activés en 2016	Nombre de secteurs activés entre 2018-2020	Montant moyen décaissé par secteur en 2016 (en Mrds de FCFA)
France	26,109	25	19	13	1,374
Banque Mondiale	93,142	17	14	15	6,653
Canada	43,984	11	10	10	4,398
Délégation de l'Union Européenne	74,085	19	9	15	8,232
Suède	16,561	11	9	8	1,840
Pays-Bas	17,553	13	8	7	2,194
SUISSE	11,873	11	8	7	1,484
UNICEF	39,706	7	7	7	5,672
BAD	30,949	11	7	7	4,421
Belgique	6,303	17	7	4	0,900
Allemagne	13,258	22	6	16	2,210
USA	101,256	7	5	4	20,251
UNESCO	0,183	7	5	1	0,037
Danemark	17,609	7	4	3	4,402
BID	11,366	10	4	0	2,842
Japon	7,832	8	4	0	1,958
Monaco	0,242	7	4	7	0,060
BOAD	36,962	3	3	0	12,321
PNUD	13,619	3	3	3	4,540
FIDA	8,311	3	3	3	2,770
FAO	4,807	6	3	3	1,602
Luxembourg	4,318	10	3	6	1,439
UNFPA	1,806	3	3	3	0,602
BIDC	0,615	4	3	2	0,205
Italie	0,000	2	2	1	nd
UNHCR	6,606	2	2	2	3,303
PAM	4,882	3	2	1	2,441
Koweït	4,161	2	2	1	2,081
FSD	0,000	2	2	2	0,000
FMI	31,580	1	1	1	31,580
BEI	6,559	1	1	1	6,559
OMS	5,784	1	1	1	5,784
Corée du Sud	4,470	2	1	1	4,470
OPEP	3,679	5	1	3	3,679
Espagne	0,328	12	1	5	0,328
BADEA	0,247	6	1	2	0,247
ONUSIDA	0,000	1	1	1	0,000
ONU FEMMES	0,000	5	0	5	
Chine	nd	4	0	1	nd
Norvège	0,000	3	0	0	nd
UNMAS	0,000	0	0	1	0,000
Total général	650,746	—	—	—	—

Annexe XI : Principales réalisations physiques en 2016

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
BAD	Développement productions animales Kayes Sud	0,580	Pistes rurales (117 Km), Axes de transhumance (825), Mise en défens (32), Parcs de vaccination (09), Aires d'abattage (09), Marchés à bétail (03), Magasins de stockage (05), SHPA (11), forage (01) Aires d'abattage
	Programme de développement de l'irrigation dans Le Bassin du Baní et à Sélingué	5,249	Construction du seuil de Djenné (45%), Construction du seuil de Djenné (Lot1) Génie civil, Construction du seuil de Djenné (Lot2) Pont route, Aménagement périmètre à maîtrise totale de Sarantomo (294), Travaux du seuil de Kourouba (13%), Equipements des groupements de riziculteurs (15), Installation et équipements de vétérinaires mandataires (10) Acquisition et installation de cages flottantes pour les jeunes (06)
	Programme Renforcement Sécurité Alimentaire par le développement des cultures irriguées	6,020	Construction de bureaux et logements (02), construction de logements pour agents d'encadrement (04)
	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la région de Koulikoro	1,682	Revêtement du canal principal de Baguinéda dans sa partie aval (8,7km), Planage de parcelles à problèmes (100 ha), Réhabilitation des prises des canaux secondaires (52), Réhabilitation des évacuateurs de crue (08), Réhabilitation de la digue route (35 km), La réhabilitation de la digue route adjacente au canal primaire (35)
Belgique	Appui institutionnel au Ministère de l'Elevage et de la Pêche	0,264	Renforcement de capacités des agents des structures techniques chargées de la collecte, du traitement des données statistiques et l'élaboration des rapports des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche (RECYCLAGE) (68), Formation en informatique et en TIC des cadres et agents de terrain (chefs secteurs/chefs SLPIA) impliqués dans le traitement des données statistiques et dans la production de rapports périodiques (30), Acquisition et mise en place d'ordinateurs fixes et accessoires (06).
	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage du zébu maure dans le cercle de Nara (PRODEZEM)	0,931	Réhabiliter les périmètres pastoraux (03), Plantation de panneaux de sensibilisation sur les feux de brousse (30), Installation et équipement des cabinets vétérinaires ruraux (05), 5. Construction et équipement des banques d'aliment bétail (11), Ravitailler les 11 banques en aliment bétail (320 T), 7. Doter les ménages vulnérables en noyaux d'élevage et en charrettes (500 T), Construire le siège de la DLCA

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
Canada	34260 - Renforcement des capacités en manuels scolaires	0,440	Jusqu'en mars 2017 : 1) 20 auteurs et 20 éditeurs initiés à la rédaction de manuels scolaires et à la gestion d'une chaîne éditoriale; 2) 29 professionnels (15 auteurs dont 6 femmes, 12 éditeurs (4 femmes et 2 infographes) formés en élaboration de manuels scolaires; 3) l'Organisation malienne des éditeurs de livres (OMEL) a été accompagnée dans l'élaboration d'un plan stratégique et dans la planification d'activités de promotion de la profession d'éditeur de livres; 4) 16 réparateurs et 14 réparatrices formés dans le district de Bamako (2016-17) pour un total de 343 réparateurs (dont 147 femmes); 5) depuis 2012, environ 1 257 756 manuels ont été réparés et soit une économie d'environ 4,5 milliards de FCFA pour le gouvernement malien par rapport à l'achat de manuels neufs ou 9 M\$.
Canada	34544 - Appui au système décentralisé de santé	0,940	Quelques résultats obtenus jusqu'au 31 mars 2017 : 1) le taux de prévalence contraceptive est passé de 7% en 2015 à 20% en 2016 2) le nombre de villages ayant un mécanisme de transport entre le village et le centre de santé a passé de 370 en 2014 à 1003 en 2016 3) la proportion des centres de santé offrant des soins obstétricaux et néonataux d'urgence a atteint 21% en 2016 (versus 14% en 2014)
	34545 - Formation des agents de santé	1,175	Implantation du DES santé Communautaire/santé familiale à la FMOS, Formation en Approche par Compétence à l'INFSS et mise en place de 05 CSCOM universitaires
	34546 - Approvisionnement en manuels scolaires II	0,066	Les activités sont terminées en juin 2015 et le reliquat restant servira à faire le suivi/évaluation d'ici à mars 2018.
	34723 - Formation continue / évaluation des apprentissages	1,645	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2017, nous notons : 1) les activités de formation ont outillé et formé par des ressources didactiques un nombre accru d'enseignantes et enseignants par 28 formatrices et formateurs nationaux soit : 300 agents d'académies d'enseignement (AE) et professeurs d'instituts de formation de maîtres (IFM), 127 conseillers pédagogiques, 131 directrices et 865 directeurs d'école; 2) plus de 1 150 personnes (femmes et hommes) dont des conseillers pédagogiques, des directrices et directeurs d'école de toutes les régions (10) et le district de Bamako ont été dotés du guide de la communauté d'apprentissage (CA) des maîtres; 3) en matière d'évaluation des apprentissages, un guide des bonnes pratiques en évaluation a été développé et expérimenté auprès de 16 directeurs dont une femme et de 96 enseignants dont 49 femmes. Un cadre de référence en évaluation des apprentissages a été élaboré, validé et officialisé.
	34908 - ABS Santé des mères, des enfants et des nouveau-nés (SMNI)	5,288	Contribution aux indicateurs de la santé du Mali.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	35435 - ABS Éducation	2,350	Au niveau de la capacité institutionnelle du ministère de l'éducation, une collaboration accrue entre des départements du gouvernement malien dans le secteur de l'éducation qui travaillaient auparavant en vase clos; 2) les techniciens en éducation collaborent mieux sur des dossiers en partage comme l'ABS, la qualité de l'enseignement et l'adéquation formation emploi; 3) l'appui budgétaire a permis une progression de 3,8% du nombre d'écoles du 1er cycle du fondamental une augmentation des effectifs de plus 288 864 élèves dont 46,6% de filles et un taux brut d'admission de 60,5% à 66,7%. Le taux d'achèvement est passé de 10% à 12%.
	D0000832 - Amélioration. Environnement Sanitaire Mères et enfants	0,990	18 formations sanitaires équipées
	D000833- Protection des enfants- Jam Suka	0,165	Il a été réalisé : 1) 608 centres de santé communautaires (CSCOM) sur 1065 ont été dotés de réfrigérateurs solaires; 2) 35 techniciens ont été formés sur l'installation et la maintenance des réfrigérateurs solaires; 3) 725 agents ont été formés sur le système de contrôle de la température des réfrigérateurs solaires et l'analyse de données; 4) 181 agents ont été formés en gestion efficace des vaccins; 5) 608 personnels d'associations de santé communautaire (ASACO) ont été formés sur la gestion et la maintenance des équipements; 6) 6 véhicules de supervision ont été mis à la disposition des équipes de maintenance régionale; 7) le pourcentage d'accouchements assistés par du personnel qualifié dans les CSCOM ciblé est passé de 20,5 au début du projet à 31% en 2016; 8) le taux de consultation prénatale par du personnel qualifié est passé de 20% au début du projet à 81% en 2016; 9) 65 agents de santé ont été formés sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant ainsi que les soins obstétricaux et néonataux de base; 10) 70 CSCOM ont été dotés en médicaments essentiels, les kits SONU et les motos; et 11) 889 392 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés au BCG (tuberculose), 691199 au Penta3 (tétanos, diphtérie, coqueluche et Haemophilus B), 427 217 au VPI et 666 120 au VAR (rougeole).
	D000829 - Solutions Novatrices en Santé au Mali (SOLAR)	2,350	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2017, notons les suivants : 1) 608 centres de santé communautaires (CSCOM) sur 1065 ont été dotés de réfrigérateurs solaires; 2) 35 techniciens ont été formés sur l'installation et la maintenance des réfrigérateurs solaires; 3) 725 agents ont été formés sur le système de contrôle de la température des réfrigérateurs solaires et l'analyse de données; 4) 181 agents ont été formés en gestion efficace des vaccins; 5) 608 personnels d'associations de santé communautaire (ASACO) ont été formés sur la gestion et la maintenance des équipements; 6) 6 véhicules de supervision ont été mis à la disposition des équipes de maintenance régionale; 7) le pourcentage d'accouchement assistés par du personnel qualifiés dans les CSCOM ciblé est passé de 20,5 au début du projet à 31% en 2016; 8) le taux de consultation prénatale par du personnel qualifié est passé de 20% au début du projet à 81% en

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			2016; 9) 65 agents de santé ont été formés sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant ainsi que les soins obstétricaux et néonataux de base; 10) 70 CSCOM ont été dotés en médicaments essentiels, les kits SONU et les motos; et 11) 889 392 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés au BCG (tuberculose), 691,199 au Penta3 (tétanos, diphtérie, coqueluche et haemophilus B), 427 217 au VPI et 666 120 au VAR (rougeole).
	34547 - Feere Dyara	0,967	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2017, notons les suivants : 1. Le renforcement des capacités des coopératives et associations apparentées (C/AA) de producteurs (H/F) céréaliers et maraîchers à contribuer de façon durable à la sécurité alimentaire : bien que les quantités de céréales produites et commercialisées n'ont pas beaucoup évolué à cause de mauvaises conditions de la campagne agricole (mauvaise pluviométrie; attaques des insectes, etc.), celles des produits maraîchers a connu une augmentation significative, passant de 166,7 tonnes produites pour un volume commercialisé de 82,9 tonnes à 1089,7 tonnes pour un volume commercialisé de 805 tonnes (résultats partiels 2016-17, car la récolte et la campagne de commercialisation de certains produits maraîchers comme les échalotes est toujours en cours). 2. Amélioration de l'accès des membres des C/AA à des équipements post-récoltes et infrastructures de stockage : 14 C/AA sur 16 ont augmenté leurs capacités de stockage de conditionnement, transformations adéquates en termes de quantité et de qualité de céréales et de produits maraîchers : 9800 tonnes au total, grâce à la construction de 10 magasins de stockage de céréales, (soit 9100 tonnes); et la mise en place de 33 cases de conservation d'échalotes (pour une capacité de 700 tonnes). 3. 32 équipements/unités de transformation (sur un total de 62 prévus) : batteuses, décortiqueuses, cribles, souffleurs, balances, etc. mis à disposition des C/AA partenaires, ce qui a contribué à l'amélioration des services rendus aux membres. Il est prévu que le fonds d'investissement dédié à la réalisation de ces équipements et infrastructures d'un montant total de 1 527 000 000 FCFA sont affectés spécifiquement aux femmes membres des C/AA féminines pour 664 000 000 FCFA, (soit 44% de la totalité des investissements) et les reste (56%) bénéficierait aux femmes et aux hommes des C/AA mixtes. 4. Disponibilité de produits financiers destinés à des fins de commercialisation et de développement des produits et services pour les membres des C/AA partenaires du projet : 9 C/AA sur 16 (dont au moins 3 C/AA féminines) ont obtenu des crédits auprès d'institutions financières pour un montant de 996 millions de FCFA. 5. Capacités renforcées de l'ensemble des 16 C/AA sur les principes du développement coopératif (outils PERORMCOOP), la gestion organisationnelle, financière et comptable, élaboration de plans d'affaires, la planification stratégique, les questions d'égalité entre les sexes

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			et de préservation de l'environnement. Au total, 870 personnes ont bénéficié des activités de renforcement des capacités dont 31 % sont des femmes 6. En matière de gestion comptable / financière, 7 C/AA disposent d'une comptabilité informatisée avec le logiciel « SAGE » et 9 autres C/AA ont bénéficié de formation sur les outils de comptabilité simplifiée leur permettant de produire également des états financiers mensuels. 7. On note par ailleurs des avancées dans le processus de conformité à l'Acte uniforme de l'OHADA (Organisation sous régionale ouest africaine pour l'harmonisation du droit des affaires) régissant les sociétés coopératives. En effet, 6 C/AA ont obtenu leur immatriculation conformément à l'acte OHADA et le processus est en cours pour les autres C/AA avec quelques difficultés (lenteurs) au niveau des services locaux du développement social.
	34722 - Projet d'appui à l'Office du Niger (PAON)	1,168	Tel que prévu dans le Plan de travail annuel (PTA-1), l'année 2016-2017 a été consacrée essentiellement à l'implantation du projet. Cette phase initiale qui a été marquée par l'élaboration du plan de mise en œuvre du projet (PMOP) et du plan de travail 2016-2017 (PTA1) et leur adoption en juin 2017 par le comité de gestion du PAON; la cérémonie de lancement des activités du projet, sous la coprésidence du Ministre de l'Agriculture et de l'ambassadeur du Canada. Le reste de l'année a été consacré en grande partie au processus de recrutement de l'entreprise de construction des travaux d'aménagement et de l'entreprise de contrôle et au renforcement des capacités des cadres de l'ON en passation des marchés. En conséquence, l'ON n'a pas encore de résultats développementaux concrets à rapporter en lien avec la réalisation des aménagements hydro-agricoles ou l'amélioration de la production agricole. De façon plus détaillée, les résultats suivants ont été atteints : Dans le cadre du volet 1 - Réhabilitation d'infrastructures productives : ☐ la préparation : i) du document d'appel d'offre (DAO) pour la sélection d'une entreprise en charge des travaux de réhabilitation de 1 175 ha dépendant du partiteur du M2, et ii) de l'avis à manifestation d'intérêt (AMI) pour le recrutement d'une entreprise de contrôle des travaux d'aménagement hydro-agricole (AHA) ; ☐ l'obtention de l'avis de non objection (ANO) d'AMC sur ces deux documents;

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			☐ l'élaboration des rapports d'analyse des offres (travaux et contrôle) et l'obtention de l'accord de non objection d'AMC sur ces deux rapports; ☐ Le choix, suivant des processus concurrentiels, du groupement d'entreprises EGK/EAD pour la conduite des travaux d'aménagement et du bureau de contrôle BETICO; ☐ la validation, par les départements ministériels de l'agriculture et de l'économie et des finances, du rapport général sur l'analyse des offres reçues pour la conduite des différents travaux et l'approbation du marché en Conseil des ministres en date du 29/03/2017; ☐ l'élaboration des contrats avec les entreprises retenues respectivement pour les travaux de construction et le contrôle de l'exécution des AHA de 1 175 ha de la zone de Molodo dépendant du partiteur M2 ; Dans le cadre du volet 2 - Appui institutionnel - Développement des capacités, connaissances et outils : ☐ la formation en passation de marchés des membres de la commission mise en place pour l'ouverture et l'analyse des offres ; ☐ la formation sur la gestion axée sur les résultats (GAR) en début février 2017; et ☐ la collecte des données de base (en cours) pour établir la ligne de référence et préciser / actualiser des données sur des cibles des indicateurs du cadre de mesure de rendement (CMR) du PADON. ☐ la préparation des dossiers d'appel d'offres et leurs lancements pour l'acquisition des véhicules, et des matériels informatiques ; ☐ La fourniture des véhicules pour la coordination et le suivi environnemental, et celle des équipements informatiques pour la Coordination du projet;
		14,650	Parmi les activités, les résultats atteints au cours de la période, sont entre autres :

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	34767 - FARM		1) Suite à la signature des contrats de performance des 4 systèmes financiers décentralisés (SFD) à savoir : Kafo Jiginew, Nyèsigiso, CAECE et Soro Yiriwaso, le projet a poursuivi le processus de professionnalisation et d'actualisation de la planification stratégique de ces institutions. Trois des SFD ont complété leur planification stratégique alors qu'un SDF est en voie de le faire ; 2) conformément au plan d'action, le projet a entamé les activités de formation visant la professionnalisation du financement agricole des SFD et 77 conseillers de crédit agricole ont parfait leur connaissance du crédit agricole; 3) le développement du programme d'assurance-récolte collective indiciaire rendement (Ré CIR) pour le riz, a été complété au cours de la période et les principaux paramètres d'assurance sont maintenant définis de même qu'un processus complet détaillant les responsabilités de l'ensemble des intervenants à chacune des étapes; 4) les négociations sont en cours pour la signature d'un contrat de performance à la BNDA; 37 membres (y compris 4 femmes) des organisations paysannes ont reçu une formation sur la gestion des exploitations agricoles, les itinéraires de production et postproduction ainsi que la gestion des crédits, et 5) un système d'information personnalisé au projet (outils de monitoring des agriculteurs (OMA) a été développé dans le but de faire le monitoring des crédits accordés par les institutions financières aux agriculteurs.
	35436 - REAGIR	4,728	Les principaux résultats atteints jusqu'en mars 2017 sont les suivants : Pour la GIZ: 1) Dans la zone du Bélédougou / Koulikoro (Cercles de Kolokani, Kati et Koulikoro): 260 producteurs dont 44 femmes ont été formés sur les techniques de production maraîchère et la lutte intégrée contre les maladies. Ceux-ci viennent s'ajouter aux 272 producteurs, dont 144 femmes formés en 2015-2016 et qui ont été recyclés sur les mêmes thèmes; neuf (9) comités de gestion des barrages (CGB) ont été dotés en kits de maçons et de matériels et équipements pour les travaux communautaires de lutte antiérosive; 29 producteurs dont une femme des organisations paysannes (OP) ont participé à la bourse céréalière; édition 2017 de Ségou. A ces résultats, il faut ajouter la finalisation d'une étude technique et socio-économique sur l'état organisationnel de 29 OP de productrices et producteurs dans neuf (9) sites d'AHA, la finalisation d'une étude diagnostique sur la situation de dégradation des ouvrages et d'une étude sur la situation de dégradation des sols (cartographie, enquêtes sur les pratiques locales d'agriculture et de gestion des ressources naturelles et évaluation des pertes en terre par modélisation en fonction des utilisations actuelles et futures). 2) Dans le pays dogon (cercles de Bandiagara, Koro, et Bankass): la formation de 20 maçons sur l'entretien des ouvrages hydro-agricoles contre 23 maçons formés en 2015-2016; la dotation de

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			six (6) CGB en kits de matériels et équipements pour les travaux communautaires de lutte antiérosive; 39 producteurs dont une femme ont participé à la bourse céréalière de Ségou; 74 producteurs ont participé au forum sur la gestion durable des aménagements hydro-agricoles (AHA) dans le Pays Dogon; six (6) CGB ont été érigés en associations dont les organes de gestion sont composés de 28% de femmes et six (6) coopératives ont été restructurées selon l'Acte uniforme de l'OHADA sur les sociétés coopératives avec 43% de femmes élues dans les bureaux de gestion de ces structures; une étude diagnostique sur l'état d'organisation des CGB, la finalisation d'une étude sur la situation de dégradation des ouvrages d'AHA et d'une étude diagnostique sur la gestion de l'eau et la fertilité des sols. 3) Dans le Delta intérieur (cercles de Youwaro et, Mopti) : 25 acteurs intermédiaires dans le Delta intérieur formés sur l'amélioration de la transformation et commercialisation du riz qui ont formé à leur tour 300 personnes dont 87 femmes sur les mêmes thématiques (incluant la conservation post-récolte du riz paddy); 122 femmes formées sur les techniques d'étuvage du riz et 28 personnes formées dont une (1) femme formées sur les bonnes pratiques d'usinage et de maintenance des machines de décortiquage de riz paddy); appui à l'organisation pour la participation à une foire à travers une bourse pour onze (11) personnes dont un agent des services techniques. Ces résultats ont été complétés par la finalisation d'une étude diagnostique de 26 organisations paysannes (2 340 membres dont 1 676 femmes) en gestion des périmètres maraîchers et celui des CGB dans la gestion des AHA, d'études diagnostiques sur la gestion de l'eau et la fertilité des sols et une étude sur la transformation et la commercialisation du riz. Pour la KFW. Il faut rappeler que durant sa période d'exécution (2014-2019), il est attendu que REAGIR contribuerait à 32% des prévisions du PNIP en matière de nouveaux aménagements et de réhabilitations (60 000 ha). Les résultats atteints au cours de 2016-2017 sont les suivants: la construction de 15 périmètres irrigués villageois (PIV) pour une superficie de 600 ha contre 50 PIV en 2015-2016 pour une superficie potentielle de culture irriguée de 2 000 ha avec un cumul au 31 mars 2017 de 65 PIV sur 2600 ha; la réhabilitation de 17 PIV pour une superficie de 680 ha s'ajoutant aux 22 PIV sur 880 ha en 2015-2016; 2) l'étude et l'aménagement de 5 mares (879 ha) contre 5 mares en 2015-2016 ; la consolidation de 3 mares (1278 ha) avec un cumul total au 31 mars 2017 de 13 mares; 3) la construction de 13 nouveaux barrages (427,8 ha) et la réhabilitation de 16 barrages (235,3 ha); 4) la finalisation de la mise en place de 2 seuils d'épandage pour une superficie estimée à 30 ha; 5) le reboisement de 252 ha; 5) la construction de 5 magasins de stockage et conservation post-récolte (150 T) et de 69 km de pistes repartis sur 6 pistes rurales contre 21 km en 2015-2016; 7) la formation de 2 866 personnes dont 1 063 femmes sur des techniques de productions agricoles et la gestion des infrastructures hydro-

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			agricoles réalisées contre 514 personnes dont 170 femmes formées en 2015-2016; les productions agricoles au niveau des actifs agricoles sont évaluées à 23 800 T de céréales dont 16 000T de riz au niveau des PIV et 7 800T au niveau des mares aménagées / réhabilitées.
Canada	D0000116 - Appui au financement inclusif rural au Mali (AFIRMA)	0,658	Au cours de l'exercice, 712 relais communautaires formés par le Programme et 9 ONG ont poursuivi l'appui conseil auprès des 3566 groupes constitués et régulièrement accompagnés par le Programme depuis 2012. Ces activités d'accompagnement des groupements par les ONG, ont permis de mettre à ce jour, 3 318 groupements en relation d'affaires avec les 15 SFD partenaires AFIRMA dont 12 dans les sous zones de première génération de partenariat (Ségou, San, Mopti et Nara). Avec l'appui du cofinancement AFIRMA, la clientèle rurale touchée par les 15 systèmes financiers décentralisés(SFD) s'élève à 682 223 dont 67% de femmes. Cette clientèle rurale inclut également des groupes de femmes, de jeunes et des groupes mixtes. Sur ces 682 223 clients ruraux, ce sont 61 726 groupes constitués qui ont bénéficié des appuis des 15 SFD partenaires soit 9% de la clientèle rurale. L'appui de 9 ONG dans les sous zones de première génération de partenariat a permis de mettre en relation d'affaire avec 12 SFD, 3318 groupes constitués de 99 540 membres. Le programme de travail et budget annuel (PTBA) connaît un taux d'exécution physique de 71,46 % contre une exécution financière de 63,20%.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	D0000244 - Formation agricole pour la sécurité alimentaire au Mali	1,560	Parmi les principaux résultats atteints au cours de la période visée, nous pouvons mentionner: 1) L'amélioration des profils de compétences et d'employabilité des finissants- des programmes de formation agricole actualisés en cours avec en janvier 2017, la tenue du premier forum sur les enjeux de la formation agricole au Mali, sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et le projet FASAM. Des travaux en commission ont permis de mieux connaître les expériences actuelles d'implantation, d'actualisation et de développement de programmes de formation agricole aux niveaux technique et professionnel et d'identifier les leçons apprises de ces premières expériences; 2) les capacités de ressources humaines assurant une offre de formation agricole actualisée ont été renforcées. En lien avec ce résultat, vingt-neuf boursiers (22) et boursières (7) étaient inscrits dans un programme d'études supérieures à l'Université Laval en mars 2017, alors que deux boursiers (H) l'étaient à l'Institut de technologie agricole de St-Hyacinthe. La direction de la recherche de l'IPR/IFRA est en voie de finaliser son plan d'orientation de la recherche appliquée qui sera adopté par son conseil d'administration. Il s'agit de la première Institution d'éducation supérieure au Mali à se doter d'un tel plan; 3) le processus pour l'accroissement de la performance organisationnelle d'établissements servant de modèle de référence dans le dispositif national de formation agricole est en cours : suite à un diagnostic organisationnel et fonctionnel de la ferme agropastorale, forestière et vétérinaire de l'IPR/IFRA – le service de l'exploitation de la ferme de l'Institut a démarré l'utilisation des procédures et des outils de gestion améliorés en vue d'accroître les rendements des divers secteurs de production et de soutenir l'élaboration d'un plan d'affaires consolidé pour les différents secteurs de production de la ferme. Le service de la scolarité de ce même établissement a entamé une autoévaluation en profondeur des besoins internes et externes, du fonctionnement du service et des solutions technologiques à sa disposition. Du côté de la formation professionnelle et technique, il y a eu la mise en œuvre des plans de renforcement des CFP et des CAA via entre autres un voyage d'études au Canada de 3 directions (CFP de Missabougou, CFRP de Yorosso et CAA de Samanko)
	32220 - Appui au PDI - volet assistance technique	0,005	Evaluation à faire plus tard
	32514 - Appui au BVG	0,051	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2017,: 1) la création d'un pôle de vérification constitué de personnels aux capacités renforcées ; 2) le renforcement des capacités, en leadership, des hauts cadres et de dix chefs de mission en vue d'améliorer l'exécution des travaux de vérification et donc les relations de collaboration entre le BVG et les entités à

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			vérifier et 3) le renforcement des capacités de cinq cadres en évaluation de développement en vue de permettre au personnel concerné d'acquérir les connaissances nécessaires au suivi et au pilotage de l'élaboration des outils méthodologiques de l'évaluation des politiques publiques.
	34448 - PAMORI II	2,062	Parmi les résultats atteints en date du 31 mars 2017, notons les suivants: 1) amélioration, sécurisation et utilisation du système d'information des impôts ; 2) renforcement des capacités des agents et des cadres à mobiliser les recettes ; 3) unité de politique fiscale fonctionnelle; 4) mise en œuvre du système de formation; 5) mise en place au sein de la DNDC du système d'information visant la dématérialisation des titres fonciers. De tels progrès devraient permettre de contribuer indirectement aux efforts vers une augmentation du taux de pression fiscale.
Canada	D000835- Employabilité des jeunes	0,642	Jusqu'en mars 2017 : 1) l'état des lieux de la formation professionnelle a été effectué par les experts des commissions scolaires membres de « Éducation Internationale »; 2) les plans de formation des gestionnaires et des enseignants ont été élaborés; 3) les analyses des secteurs de formation et d'emploi en mécanique automobile et construction métallique ont démarré; 4) une plateforme numérique d'apprentissage a été mise en ligne et le contenu accompagnant les premiers modules de formation est en développement; 5) la révision des programmes de formation a été complétée.
Danemark	Petits projets divers	0,954	Réalisation de : PMH (91); AEP(2); AES(9); réhabilitation PMH (42)
Espagne	Nutrition: "Renforcement de la nutrition des enfants au Mali et augmenter l'accès aux soins de qualité et aux activités de prévention" (UNICEF) 2015	0,328	Programme de bourses d'excellence, programme de bourses doctorales, accords interuniversitaires
France	Coop scientifique et universitaire	0,799	Promotion de la culture malienne, soutien au système éducatif à travers la formation des personnels d'inspection
	Coopération culturelle	0,188	Appui pour la formation des médias et des personnels d'encadrement de l'enseignement supérieur
	Francophonie et appui à l'enseignement supérieur et aux médias	0,091	9 projets de coopération décentralisée entre les collectivités maliennes et françaises ont été initiés

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Coopération décentralisée	0,225	14 nouveaux projets engagés sur les thématiques de la jeunesse, le genre et l'éducation
	Appui à la société civile	0,265	Le ministère de la décentralisation et le CDI sont appuyés dans leur stratégie de réforme
	Expertise technique et actions ponctuelles en appui au MDRE et au CDI	0,164	Une amélioration de la mobilisation des recettes domestiques est constatée. Les bailleurs ont une action concertée dans l'appui qu'ils apportent au Mali
	Expertise technique auprès du Ministère de l'Economie et des Finances	0,164	Appui aux administrations financières (DGI & DGD) et à la politique de décentralisation. Appui à la société civile et aux initiatives entrepreneuriales des jeunes des régions du nord et du centre
	Appui à la sortie de crise	0,259	Appuis ponctuels à travers des missions de courte durée aux administrations des impôts et de la douane. Bourses accordées à des cadres de l'administration malienne pour suivre un cursus de formation dans les écoles financières françaises et l'ENA de France
France	Appui aux réformes en matière de gouvernance, de justice et de finances publiques	0,174	Expertise technique apportée au Ministère des affaires foncières. Contribution à la participation du Mali au Sommet Habitat III à Quito
	Gouvernance / réforme foncière	0,156	Expertise technique, formations pour les forces de sécurité intérieure,
	Contributions aux fonds multilatéraux en santé	6,380	Les régions touchées par la crise ont bénéficié de la mise en œuvre de projets à impact rapide
	Accompagnement du processus de sortie de crise	1,001	Les populations touchées par l'insécurité alimentaire ont bénéficié d'un appui.
FAO	GCP/MLI/041/GER	0,244	20 femmes formées sur les techniques de transformation des noix de karité en beurre 40 personnes formées en techniques de lutte anti érosive 40 personnes formées en agroforesterie Installation d'une unité de transformation de beurre de karité Elaboration de la convention locale au niveau du site de Linguékoto.
	OSRO/MLI/602/CHA	1,116	Atelier de lancement du projet Nomination des points focaux du projet

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	GCP /MLI/036/CPR	0,005	62 séances de vulgarisation de la charte pastorale 95 facilitateurs de champs écoles agropasteurs formés 2458 agropasteurs formés sur les pratiques d'adaptation au changement climatique 62 CEAP mis en place
	GCP /MLI/038/LDF	0,296	Tenue de l'atelier de lancement du projet Identification des sites d'intervention Réunions de concertations
	GCP /MLI/044/LUX	0,058	Nomination des points focaux Choix des sites pour 5 bénéficiaires Tenue de l'atelier de lancement du projet Signature d'un protocole de collaboration avec les services techniques Réalisation du diagnostic pour la réhabilitation/création de 5 périmètres maraîchers
	GCP /MLI/045/MNC	0,000	Réalisation de 41 mètres de pistes en gabion pour la traversée des femmes 80 femmes formées en santé nutritionnelle et hygiène alimentaire 30 personnes formées sur les techniques de transformation des produits agroalimentaires
	GCP /RAF/464/SPA	0,310	Aménagement de 06 petits périmètres maraîchers Fourniture d'intrants agricoles aux producteurs (semences vivrières, semences maraîchères, engrais) Fourniture de vaccins aux éleveurs comme appui à la campagne de vaccination Aménagement de 09 étangs piscicoles Organisation de 03 sessions de formation sur les techniques de production, conservation, transformation des produits maraîchers
	OSRO/MLI/502/EC	1,104	Identification des filières pour la formation et l'insertion d'un premier groupe de 800 bénéficiaires sur les 2 400 prévus Conception des modules de formation
	UTF /MLI/042/MLI	0,415	Elaboration du plan détaillé 2016 -2017Elaboration du budget soumis pour approbation. Elaboration du plan d'achat des intrants et équipement pour 2017

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	GCP /RAF/489/VEN	0,011	(1)Acquisition de nouvelles compétence dans le domaine de la pisciculture permettant à près de 500 femmes de se positionner comme fournisseurs d'alevins à grande échelle dans leurs zone de production (2) Renforcement de la coopération sud-sud à travers un voyage d'échanges des femmes minières du Mali auprès de leurs paires d'Afrique du Sud en vue d'approfondir le savoir-faire technique et commercial
UNICEF	Santé	8,887	En 2016, des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne: i) la coordination multisectorielle aux niveaux national et local; (ii) la réduction du retard de croissance des enfants dans le district de Yorosso, où l'UNICEF Mali a soutenu une approche innovante fondée sur le leadership des autorités locales et des groupes de soutien communautaires; et iii) l'accès à un traitement de qualité pour la malnutrition aiguë sévère. Les groupes de coordination, tels qu'ils sont envisagés dans le Plan Stratégique National de Nutrition, sont en place et pleinement opérationnels aux niveaux national et local. En 2016, un guide national pour la mise en œuvre de la stratégie ANJE a été élaboré et les groupes de soutien communautaires ont été renforcés à la suite d'une approche harmonisée dans les régions de Mopti et de Sikasso. L'UNICEF Mali a également soutenu les efforts du Ministère de la Santé pour mener comme prévu les deux campagnes de supplémentation en vitamine A et de déparasitage des enfants de moins de 5 ans.
UNICEF	Nutrition	6,628	En 2016, l'UNICEF en tant que coordinateur du groupe des donateurs WASH Mali, soutient la coordination du secteur WASH et plaide en faveur du sous-secteur rural et en particulier de l'assainissement rural. Aux côtés des parties prenantes nationales et internationales WASH, l'UNICEF soutient et coordonne l'examen et l'intégration des nouveaux objectifs de développement durable dans les politiques nationales WASH, ainsi que les documents de cadre stratégique et programmatique pour la période 2016-2030. L'UNICEF a contribué à traiter l'accès à l'eau et les besoins dans les situations d'urgence suite à une crise ainsi qu'à soutenir la résilience des populations grâce à un soutien structurel WASH dans le contexte très fragile des régions du nord.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Eau Assainissement-Hygiène	7,824	En 2016, l'UNICEF a joué un rôle clé dans l'assistance du MoE à la préparation du prochain Plan Sectoriel de l'Éducation (PRODEC II). Grâce au travail de l'UNICEF, la question des enfants déscolarisés et non scolarisés a été reconnue comme une priorité nationale pour l'éducation. Les accomplissements principaux concernant la qualité de l'enseignement fondamental pour 2016 sont : a) l'approbation et la dissémination des normes de qualité d'enseignement primaire ; b) l'évaluation du CGS; c) La première évaluation d'apprentissage nationale (ELA) d'enfants de primaires pour comprendre l'impact des préscolaires. Dans un effort d'assurer la réintégration d'enfants non scolarisés dans le système scolaire formel, l'UNICEF a ouvert 249 Centres d'Apprentissage Accélérés (ALC). L'UNICEF avec le MEN a fait des efforts pour mener des campagnes de sensibilisation communautaires et a fourni le support matériel aux écoles, l'aide couvre 157 écoles précédemment fermées pendant l'année scolaire 2015/16 dans les régions touchées par la crise de Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti et Ségou. La campagne pour la réouverture des écoles pour l'année scolaire 2015/2016 « Chaque enfant compte » a contribué à rouvrir 157 sur 454 écoles précédemment fermées dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti et Ségou. Dans la région Kidal - où les écoles sont restées fermées depuis 2012, 21 écoles et 44 centres de rattrapage scolaire ont rouvert.
	Accès Equitable à l'éducation	6,447	En 2016, des progrès ont été accomplis pour faire progresser l'environnement politique en vue de l'adoption d'une stratégie nationale de réforme du secteur de l'enregistrement des actes d'état civil, ainsi que du renforcement des capacités des acteurs régionaux pour l'enregistrement des naissances. Les efforts sur le mariage des enfants et les MGF / E ont également progressé, en particulier avec une approche orientée vers les Violences Basées sur le Genre. L'engagement institutionnel et le soutien des acteurs, y compris des partenaires techniques et financiers, pour l'adoption de la législation sur les MGF / E et le mariage des enfants ont continué à évoluer vers une loi plus complète sur les Violences Basées sur le Genre. Dans les zones d'intervention, les communautés sont plus conscientes des problèmes de protection de l'enfance et ont commencé à adopter des attitudes contre les normes sociales néfastes qui encouragent la violence, la maltraitance et l'exploitation des enfants. Malgré la disponibilité limitée de fonds pour soutenir les efforts de protection des enfants dans les situations d'urgence et l'insécurité persistante dans le nord du pays, l'UNICEF a assuré une programmation et une coordination minimales des interventions de protection des enfants au Mali. La capacité institutionnelle et technique des acteurs et des services de protection de l'enfance aux niveaux national et régional pour planifier et fournir un service de qualité a été renforcée.

	Protection de l'enfance	2,270	Le Comité de pilotage (COPIL) et le Comité technique (COTECH) du Registre Social Unifié (RSU) des bénéficiaires de Protection Sociale ont été mis en place par arrêté N° 2016-0594 du 23 mars 2016'. La feuille de route pour la mise en œuvre du RSU a été approuvée par la session du COPIL du 29 septembre 2016. L'étude sur le développement de la couverture maladie universelle au Mali : forces, contraintes, enjeux et perspectives a été réalisée avec l'appui d'une équipe de consultants. Le rapport a été validé par le comité scientifique, imprimé en juillet 2016 et largement diffusé. L'arrêté numéro 2016 – 0338 du 04 mars 2016 a mis en place le comité de réflexion sur le dispositif de l'opérationnalisation de la couverture maladie universelle. Les instances de coordination des interventions de protection sociale sont renforcées avec la signature du décret mettant non seulement le conseil national d'orientation stratégique sous la présidence du premier ministre, mais aussi crée les correspondants au niveau région, cercle et commune. 3 réunions d'informations avec les 3 sous commissions ont été tenues au niveau central et une réunion dans chacune des régions de Mopti et Sikasso. Il y a aussi la création d'une division filets sociaux au sein de la direction nationale de la protection sociale et de l'économie solidaire. La 2eme rencontre de la conférence nationale de protection sociale s'est tenue avec succès. Dans le cadre de la participation de la jeunesse, la composante sociale inclusion met en œuvre l'outil U-report avec les jeunes au niveau central et régional. La task force nationale, le U-report officer et 2 agents de social inclusion ont été formés à l'utilisation de Rapid Pro. On peut citer le renforcement de capacité de la task force nationale des jeunes et les clubs des régions de Sikasso, Mopti, et Gao. 11 sondages à envergure nationale et 6 à envergure régionale (Ségou 1, Kkoro1, Bko1, Sikasso 2 et Mopti 1) ont été réalisés en collaboration avec les sections Education, Nutrition, C4D, wash et Protection du CO. Le Mali a aussi participé à 4 sondages mondiaux U-report (violence fille et enfants, harcèlement, plaidoyer auprès des dirigeants africains). Dans le cadre de développement du partenariat avec la jeunesse pour la mise en œuvre des plans d'actions U-report, des MoU ont été signés entre les clubs régionaux et les directions régionales de développement social à Gao, les directions régionales de la promotion de la femme, de l'enfant et la famille à Sikasso et Mopti, la direction régionale de la jeunesse et des sports à Kayes
--	-------------------------	-------	--

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Politique et Inclusion Sociale	0,933	Malikunnafuni (DevInfo Mali) est adapté au nouveau contexte et comprend des ODD et des indicateurs pour le CREDD 2016-2018. L'Annuaire statistique 2015 sur les enfants et les femmes a été produit, imprimé et diffusé. MoRES informe les micro-plans intégrés et multisectoriels visant à réduire la malnutrition. Deux missions conjointes du comité de pilotage du programme de coopération Mali-UNICEF ont eu lieu dans 5 régions, sous la direction du ministère des Affaires étrangères et avec la participation de sept autres ministères. Au cours des examens régionaux et sectoriels (semestriels et annuels), l'UNICEF et ses partenaires ont passé en revue les progrès réalisés dans le cadre des RWP, identifié les enseignements tirés et ajusté les activités. La capacité de 68 membres du personnel des Nations Unies (UNICEF, PNUD, FNUAP) et de 267 membres du personnel des partenaires (gouvernement et OSC) a été renforcée sur les procédures HACT. Des activités de communication (C4D) ont été mises en œuvre pour promouvoir la cohésion sociale et les pratiques positives parmi les communautés, telles que la mobilisation sociale pour la scolarisation et la santé des enfants et des adolescents. L'UNICEF a fourni un appui technique à l'agence de communication du Ministère de la santé (CNIECS) pour élaborer une stratégie de communication sur le vaccin antipoliomyélitique inactivé (VPI). Grâce à la mobilisation sociale lors des journées nationales de vaccination, le taux de connaissance de la vaccination est passé à 80%. En moyenne, 70% des parents et des soignants connaissent la maladie contre laquelle les enfants sont vaccinés. L'UNICEF s'est associée au Ministère de la santé et à la Banque mondiale pour faire en sorte que 300 000 femmes et adolescentes bénéficient de services de santé génésique et de planification familiale. Les activités d'urgence étaient axées sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Les plans d'urgence ont été mis à jour et les articles de secours ont été pré-positionnés dans les régions à risque. L'UNICEF a aidé les personnes touchées par les inondations et les personnes déplacées dans le Nord, tout en renforçant la coordination sectorielle et régionale de la réponse d'urgence. L'UNICEF a assuré le pré-positionnement de plus de 25 tonnes métriques d'articles WASH et non alimentaires dans toutes les régions à risque par l'intermédiaire de la Direction générale de la protection civile, renforçant ainsi la capacité du gouvernement à aider les populations touchées par les inondations pendant la saison des pluies. Des articles de secours supplémentaires ont été pré-positionnés dans le Nord pour les personnes déplacées. L'UNICEF a signé des mémorandums d'accord avec le Conseil norvégien pour les réfugiés et World Vision pour permettre l'évaluation des besoins et la distribution des articles de secours dans les zones où le gouvernement n'a pas accès en raison de l'insécurité. Les bureaux de zone de Mopti, Tombouctou et Gao ont mis à jour les plans d'urgence internes de l'UNICEF et les plans inter-institutions des Nations Unies. L'UNICEF a continué de collaborer avec les médias et d'utiliser les canaux numériques pour accroître le soutien aux enfants au Mali et, en parallèle, a équipé les enfants pour défendre leurs propres

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
			droits. Un large éventail de produits de communication destinés à soutenir les priorités de plaidoyer et de mobilisation de ressources de l'UNICEF Mali, en particulier la nutrition et l'éducation, ont été produits. En 2016, un flux régulier de contenu a été produit, y compris 6 vidéos, 16 infographies et des centaines de photos qui ont été partagées sur les médias sociaux. U-Report, Facebook et Twitter ont également été utilisés pour renforcer la cohésion sociale et les pratiques familiales clés chez les jeunes. Deux spots télévisés et deux séries ont été produits sur la santé reproductive et la planification familiale et diffusés à la télévision nationale. De nombreux articles ont été écrits et des reportages télévisés et radiophoniques produits par la presse locale et internationale. La visibilité des donateurs et des Natcom a été assurée de manière continue, et le soutien reçu de Volvic Japon, ECHO, USAID, les Émirats arabes unis et la Banque mondiale ont tous bénéficié de la reconnaissance et de la visibilité sur les canaux traditionnels et sociaux.
	PROGRAMME D'APPUI INTERSECTORIEL	3,082	Le plan de gestion évolutif 2016-2017 a été élaboré de manière participative et partagé avec l'ensemble du personnel. L'examen du plan de gestion annuel (PGA) a été effectué. Des mécanismes de coordination et de suivi tels que le CMT, les réunions du programme, les réunions opérationnelles et les réunions de section ont été définis et activés pour suivre les performances du bureau. La gestion des risques d'urgence (ERM), la planification de la continuité des opérations (BCP) et les sept éléments du système de gestion de la résilience organisationnelle (ORMS) ont été mis à jour régulièrement au sein du personnel de la consultation. La gestion efficace des systèmes de TIC a été faite selon la norme. L'UNICEF a participé à 12 groupes inter-institutions des Nations Unies: la paix, la sécurité et la réconciliation nationale, la gouvernance, les services sociaux de base et la croissance inclusive et le développement durable. Des groupes de travail (PMT, OMT, UNCG et M & E TG) et 4 sous-groupes OMT (HACT, NOC, Procurement and Finance). En 2016, des initiatives communes ont été développées avec d'autres agences des Nations Unies dans le but d'utiliser efficacement les ressources conformément au cadre «Unis dans l'action» pour atteindre les résultats du programme et des opérations.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
PNUD	Gouvernance démocratique	1,546	L'appui du PNUD a permis de renforcer la connaissance de 280 participants (composés de magistrats, auxiliaires de justice, représentants des municipalités, de la société civile, officiers de police judiciaire de la police et de la gendarmerie, délégués du Médiateur de la République dans les régions) sur les concepts de genre et de violence basée sur le genre, l'application des instruments juridiques y relatifs. Grâce à cet appui, les groupes bénéficiaires ont été outillés et maîtrisent désormais des techniques leur permettant d'accompagner les victimes et de jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Les juridictions, préfectures, sous-préfectures et l'administration de collectivités décentralisée sont fonctionnelles grâce à la réhabilitation et l'équipement de 44 infrastructures. Ainsi, les juridictions dans les régions du Nord et dans la région de Mopti reprennent progressivement leurs fonctionnalités avec le retour dans les chefs-lieux de région des juges et de magistrats, ce qui aura contribué à permettre à 3 360 000 personnes en 2016 d'accéder aux services de la justice contre 2 996 000 en 2015. Dans cette même optique et en réponse aux besoins prioritaires qui se manifestent instamment au lendemain de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger, le PNUD va continuer à assurer la coordination stratégique et la mise en œuvre opérationnelle de l'appui fourni par les Nations Unies aux activités policières, judiciaires et pénitentiaires à travers le projet d'appui à la réforme judiciaire et le Projet commun dans le cadre du Global Focal Point (GFP) en coopération les Partenaires du GFP dans le pays (MINUSMA, PNUD, ONUDC, Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, UNMAS et ONU Femmes) dans les domaines du: (i) Renforcement institutionnel des structures nationales de l'Etat de droit ; (ii) Renforcement de la capacité opérationnelle à fournir des services de maintien de l'ordre et de justice ; (iii) Renforcement du service pénitentiaire ; (iv) l'amélioration de l'accès à la justice pour les populations affectées par le conflit ; (v) l'appui au pôle judiciaire spécialisé dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ; et enfin (vi) Renforcement de l'Etat de droit par la construction de la paix au Nord Mali.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
PNUD	Gouvernance économique, Résilience et Réduction de la Pauvreté	5,494	Le PNUD a contribué à produire et à lancer avec l'ODHD le rapport national pour le développement humain RNDH 2016, sur la migration et le développement humain ainsi que le rapport sur le développement industriel, l'émergence et la réduction de la pauvreté au Mali. Dans le cadre des ODD, le Mali a tenu un atelier national de lancement des ODD et un atelier national de priorisation qui a permis de retenir les cibles prioritaires au niveau national et de valider une feuille de route pour appropriation et l'opérationnalisation des ODD au Mali. Dans le domaine de l'appui aux filières agricoles, la stratégie mise en place par le gouvernement avec l'appui du PNUD a permis une augmentation constante du volume des exportations de mangues et sous-produits. Ainsi le volume de mangues et purée exporté a atteint 43 854 tonnes en 2016 contre 38 799 tonnes en 2015 soit une augmentation de 13%. La mangue se classe désormais comme le 5eme produit d'exportation du Mali.
	Environnement, changements climatiques et développement durable	1,037	Les économies locales ont été relancées dans les régions du nord notamment Tombouctou, Gao et Mopti. Grâce aux interventions du PNUD les conditions de vie et les revenus des bénéficiaires des projets Faguibine se sont améliorés. 7500 femmes mènent des activités génératrices de revenus (AGR) dans les domaines du maraîchage et de la transformation alimentaire. 6000 emplois temporaires créés pour les jeunes dans la foresterie et la protection environnementale. 6500 producteurs mènent des AGR en riziculture. L'augmentation de la production agricole (céréales et produits maraîchers) de 35% permet d'assurer les besoins des ménages et de mener des AGR. Plus de 170.000 habitants ont accès à l'eau potable. Des activités de fournitures de variétés adaptées aux changements climatiques ont été menées en faveur de 10 groupements féminins regroupant environ 500 femmes à travers le projet renforcement de la résilience aux changements climatiques des groupes de femmes productrices aux changements climatiques et à travers le projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Mali sur les Changements Climatiques.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Elections	4,164	Les élections communales ont eu lieu avec 26 080 candidatures féminines. Le Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (RAVEC) a produit 352 395 nouveaux enrôlés, 477 251 nouvelles naissances et 58 060 nouveaux majeurs inscrits dans le fichier électoral. L'opération de pérennisation des acquis du RAVEC est un appui du PNUD pour la modernisation de l'état civil au Mali, ainsi, le PPEM a appuyé en plus des travaux d'achèvement du RAVEC, la collecte des données dans 689 communes sur les 703 que compte le pays sur une période de 12 mois pour un investissement d'USD 2 millions.
	UNHCR. Assistance multisectorielle en faveur des réfugiés au Mali et des rapatriés maliens.	2,923	162 personnes à besoins spécifiques (VIH/SIDA, survivantes SGBV etc.) parmi les réfugiés urbains ont bénéficié de prise en charge médicale, 459 réfugiés urbains bénéficient de CBI multisectorielle (kits de première installation, personnes à besoins spécifiques, personnes avec cas de protection), 685 enfants réfugiés ont bénéficié d'un appui scolaire pour l'éducation primaire (460) et secondaire (235). 13 étudiants appuyés au niveau tertiaire, 3 bourses DAFI; 8.516 rapatriés bénéficient d'assistance en viatique.
UNHCR	Autonomisation et autosuffisance communautaires	0,319	469 réfugiés mauritaniens ont bénéficié de l'appui en autosuffisance en AGR et en formation d'entrepreneuriat, 10 centres d'alphabétisation construits, 302 campagnes de sensibilisation dans les domaines de la santé, hygiène et assainissement et l'éducation touchant 6 342 personnes incluant les réfugiés mauritaniens et communautés locales ; plan d'autonomisation finalisé pour 8 ménages réfugiés de Faragouaran, 60 réfugiés ont eu un appui en AGR, 61 réfugiés formés en gestion entrepreneuriale, 16 réfugiés ont été appuyés pour l'apprentissage des métiers, 92 réfugiés ont participé à une campagne de sensibilisation sur la facilitation de l'accès au microcrédit. Rapatriés maliens: 75 ménages ont reçu une assistance monétaire, 726 ménages ont vu leur abri réhabilité/construit, 10 points d'eau réhabilités, 4 points d'eau et 1 forage construits, 14 salles de classes réhabilitées, 1 751 personnes ont reçu des kits de production pour AGR, 1 254 personnes ont bénéficié d'une formation en gestion ou entrepreneuriat, 38 groupements de femmes ont été appuyés en activités agricoles et maraichères, 64 femmes ont été appuyées en élevage de chèvres, 101 associations mises en place dans le cadre du projet AVEC.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Solutions durables	2,716	Refugiés: 7.800 réfugiés mauritaniens ont indiqué leur intention de demander la naturalisation - projet pilote d'intégration locale des réfugiés mauritaniens a été lancé fin 2016 (654 personnes ont été identifiées); Rapatriés maliens - 16 juin 2016 signature de l'Accord tripartite entre la Mauritanie, le Mali et le HCR pour le rapatriement volontaire des rapatriés maliens; Apatridie: Plan d'action national a été élaboré et rapport de l'étude sur l'apatridie au Mali a été soumis.
	Environnement de protection favorable	1,242	18 sessions de plaidoyer relatives à la sécurisation des axes et des zones de haute insécurité, 79 séances de sensibilisation en faveur de 4.115 femmes et hommes sur la prévention et réponse aux violations des droits de l'homme, 6 réunions et 120 entretiens avec les autorités, le comité technique interministériel pour l'intégration de la Convention de Kampala et les autres partenaires. renforcement de capacités de 216 partenaires dans le cadre du Closter Protection/Cluster Abris, 6 missions d'appui et de soutien, 50 réunions et séances de travail du Cluster Protection.
	Sécurité face à la violence et l'exploitation	0,515	3 comités de veille parmi les réfugiés urbains mise en place, 25 réfugiés formés dans la prévention et la réponse VBG, 13 cas ont reçu une assistance médicale et psychosociale; 4 ex-exciseuses ayant accepté d'abandonner la pratique ont été appuyées en AGR; Rapatriés maliens, déplacés internes, communautés hôtes au nord et centre: 120 moniteurs de protection ont rapporté 650 incidents de protection, 81 victimes référées à divers acteurs de prise en charge, 29 campagnes de sensibilisation ont touchés 656 individus
	Processus de protection et documentation adéquats	1,006	Réfugiés: 810 cartes d'identités produites - 621 distribuées par le gouvernement malien au profit des réfugiés. Le gouvernement a vérifié 2751 réfugiés et demandeurs d'asile urbains; Rapatriés: 7 points supplémentaires d'enregistrement ouverts pour un total de 28 points d'enregistrement - 13.472 identifiés en 2016

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
UNESCO	Programme national pour une culture de la paix au Mali	0,013	1. Atelier de réflexion sur l'élaboration d'un programme national sur la culture de la paix au Mali (PNCP) 2. Mise en place d'une équipe de consultants spécialistes dans les trois domaines d'intervention prioritaires du programme (éducation, culture, société civile et genre) 3. Atelier de finalisation du document de projet du Programme national sur la culture de la paix au Mali 4. Recrutement d'un consultant pour la finalisation du document du PNCP, avec l'intégration des propositions et des observations du dernier atelier 5. Cérémonie de remise officielle au Ministère de la Réconciliation Nationale du document définitif du PNCP. Le ministre a publiquement déclaré que le document constitue la base de départ pour les activités futures ainsi qu'une source d'inspiration
	Renforcement des capacités des structures et acteurs en charge de la formation des enseignants au Mali	0,143	1. Formation de 200 encadreurs pédagogiques, des conseillers pédagogiques, et des directeurs d'école aux 5 modules de l'éducation formelle i) didactique de la lecture-écriture ; ii) didactique des mathématiques ; iii) appui, conseil, supervision ; iv) gestion de l'école en période de crise et post-crise ; v) évaluation des performances scolaires. 2. Elaboration de 2 modules sur la didactique de la lecture-écriture et sur la didactique des mathématiques pour les formateurs de l'éducation non formelle 3. Formation de 105 formateurs de l'éducation non formelle aux modules élaborés dans les régions de Kayes, Mopti et Ségou ; 4. Finalisation et validation d'une étude diagnostique holistique sur la question enseignante au Mali pour informer l'élaboration du PRODEC 2

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Autorisation de Filles Adolescentes et Jeunes Femmes par Éducation au Mali	0,144	1. Visite de la délégation de KOICA au Mali (17-23 mars 2016): Le Bureau de l'UNESCO à Bamako a reçu du 17 au 23 mars 2016 une délégation de l'Agence coréenne de coopération internationale. La délégation a rencontré les ministres de l'éducation; santé et hygiène publique; promotion des femmes, des enfants et de la famille; emploi et formation professionnelle, jeunesse et construction citoyenne, ainsi que les responsables des agences du FNUAP et d'ONU Femmes et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la MINUSMA et le Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Mali. 2. Réunions techniques entre l'UNESCO, le FNUAP et ONU Femmes (mars - août 2016) 3. Signature du plan d'opérations (26 août 2016): Plan d'opération pour la mise en œuvre du programme conjoint «Renforcement des capacités des adolescentes et des jeunes femmes pour l'éducation au Mali "a été signé au ministère malien de l'éducation. La cérémonie de signature a été présidée par le ministre de l'Education nationale 4. Journée internationale de la petite fille (11 octobre 2016): Dans le cadre de la Journée internationale de la petite fille, le bureau de l'UNESCO à Bamako a contribué à la célébration de la journée avec l'enregistrement de vidéos de jeunes filles et adolescents Centre de promotion des filles et des adolescents (CAFé). 5. "Atelier technique sur l'appropriation et la planification des activités du Programme commun" Renforcement des capacités des adolescentes et des jeunes femmes par l'éducation au Mali "(28-30 novembre 2016). L'atelier technique visait à présenter en détail le Programme commun à toutes les parties prenantes et à planifier les activités pour 2017. Validation et élaboration du plan de travail annuel pour 2017.
	Renforcement des politiques et stratégies du gouvernement en matière de ressources en eau	0,06	Production d'un rapport provisoire de la Politique nationale de l'eau actualisée et organisation d'un atelier de création du comité national PHI/Mali
	Appui à la promotion des filières scientifiques et techniques pour les femmes et les filles	0,02	Organisation d'un atelier de réflexion sur la promotion des filières et techniques pour les femmes et filles
	Renforcement des politiques et de la gouvernance de l'Etat malien en matière de science, technologie et innovation en vue de contribuer au développement durable	0,002	Adoption de la Politique Nationale Science, Technologie et Innovation (PNSTI) ainsi que son décret d'application

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
SUISSE	ACTED Aide d'urgence à Ménaka	0,120	• Plus de 7'000 ménages ont amélioré leurs revenus et leurs conditions de vie (nutrition, accès aux services sociaux) grâce à des actions de recapitalisation en petit bétail, des appuis au maraîchage, des distributions et des vouchers alimentaires, des transferts monétaires, et des « Cash for Work ». • Plus de 205 leaders communautaires de Ménaka ont amélioré leur gestion des conflits et jouent un rôle important dans les médiations inter et intracommunautaires grâce au renforcement de leur capacités en gestion et prévention des conflits.
	ACF/Solidarités Internationales	0,307	Prise en charge intégrale de personnes vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
	Aide humanitaire UNHAS	0,432	Transports de plus de 1000 personnes pour un accès au centre et au nord du Mali
Monaco	Appui à l'autonomisation économique des femmes rurales dans le contexte de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques au Mali	0,052	sélection des groupements de femmes, signature de conventions avec les services techniques, lancement du projet
	Renforcement des capacités entrepreneuriales et professionnelles dans les métiers agro-sylvo-pastoraux et artisanaux des jeunes de la région de Koulikoro et du District de Bamako	0,059	Infrastructures de formation, formation des jeunes et de leurs formateurs, fonds d'insertion
	Soutien aux personnes en situation de handicap	0,025	Don d'appareillages à 23 élèves, formation de 23 référents familiaux, formation de deux spécialités en psychomotricité et en ergothérapie, appui aux activités du centre
	Bourses en hôtellerie pour jeunes défavorisés	0,655	18 jeunes formés et plus de la moitié insérés
Japon	Assistance Alimentaire		Distribution d'un total de 2025,87 tonnes métriques de CSB + et CSB ++ à utiliser pour le soutien nutritionnel aux enfants et mères vulnérables au Mali.
Japon	Education for Peace in Mali	0,862	1. Provision de l'éducation non formelle, 2.Promotion des activités d'éducation à la consolidation de la paix, 3.Promotion du dialogue intercommunautaire, 4. Activités WASH-in-schools.
	Opération de secours et de rétablissement prolongée	0,863	Distribution générale de nourriture et alimentation scolaire.

PTF	Intitulé de l'opération	Réalisé 2016 (en Mrds de FCFA)	Principales réalisations physiques en 2016
	Renforcement des capacités des jeunes du nord du Mali pour prévenir le radicalisme	0,977	1. Formation professionnelle et intégration socio-économique des jeunes, 2.Assistance aux populations vulnérables par le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR), 3.Cohésion sociale par le dialogue et les projets communautaires.
Japon	Activités d'urgence au Mali en 2016	0,862	Assistance aux civils (déplacés internes, rapatriés, etc.), blessés et malades.
	Programme de développement économique et social	1,900	Des équipements de sécurité ont été obtenus.
	Assistance Alimentaire	1,791	La nourriture (riz blanc) a été achetée.
Banque Mondiale	Projet de renforcement de la santé de la reproduction - PRSR (P124054)	1,618	1. Renforcement de capacité du personnel socio sanitaire de la région de Koulikoro, Financement à Base de Résultats des Services de Santé Reproductive dans la région de Koulikoro 2. Amélioration de l'offre des contraceptifs à travers le pays ; 3. Renforcement des capacités en santé reproductive et en soins obstétricaux dans les régions de Sikasso, Koulikoro, Ségou et dans les zones périurbaines de Bamako, le rapport d'achèvement du projet est en cours d'élaboration.
	Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur (PADES) (P151318)	2,980	Deuxième tranche des IES, formations et voyages d'études, appui études architecturales. Environ 3000 personnes par IES (étudiants, enseignants, administration) ont bénéficié du projet en 2016.
BID	Programme d'amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants (ISTISNAA)	0,626	Construction et équipement de forages (19), Construction du siège du Projet, Construction de 2 centres agro business, Achat de 06 Véhicules.
	Projet de Renforcement de la Résilience (Prêt)	0,138	Acquisition de 15 022 T sur 26 000 tonnes de riz, Achat de 1 million d'alevins 3 millions ???
	Projet de renforcement de la résilience a l'insécurité alimentaire au Mali (PRIA_MALI)	4,762	Construction du seuil de Djenné (45%), Construction du seuil de Djenné (Lot1) Génie civil, Construction du seuil de Djenné (Lot2) Pont route, Aménagement périmètre à maîtrise totale de Sarantomo (294), Travaux du seuil de Kourouba (13%), Equipements des groupements de riziculteurs (15), Installation et équipement de vétérinaires